

**REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE**

Union- Discipline Travail



**ETUDE DE BASE DU PROJET**  
**PROMOUVOIR UNE CULTURE DE LA PAIX EN**  
**MILIEU SCOLAIRE EN CÔTE D'IVOIRE**

Un projet financé par l'UNICEF et mis en œuvre par Search  
for Common Ground

**RAPPORT FINAL**

Consultant Principal, chef d'équipe  
Consultant associé  
Consultant associé

Dr DOUMBIA Mohamed  
Dr KAM Oleh  
Dr GACHA Franck

Décembre 2013

## **REMERCIEMENTS**

En nous sélectionnant pour l'évaluation finale du projet « Consolidation de la paix en milieu scolaire en Côte d'Ivoire », SFCG nous renouvelle sa confiance.

C'est l'occasion pour nous de manifester une fois de plus notre reconnaissance aux responsables de SFCG et particulièrement :

- Quentin KANYATSI, Directeur pays
- M. Joël KANGHA, Coordonateur du programme ;
- M. KOUAKOU Paulin, Responsable Suivi-évaluation
- M. Alliou TRAORE, Responsable communautaire

Nos remerciements vont également à l'endroit des personnes ressources qui, sur le terrain, n'ont ménagé aucun effort pour nous faciliter la tâche. Il s'agit notamment :

- Des agents terrain que sont :

M. Franck DOFFOU, Agent terrain SFCG, (Bouaké);

M. Issa KONE, Agent terrain SFCG (Korhogo)

M. Franck KOUAME, Agent terrain SFCG (Daloa)

M. Ahmed Constant BABAEDJOU, Agent terrain SFCG, (Duekoué)

M. Léon LOUKOU, Agent terrain SFCG, (Abidjan)

- Des Superviseurs, enquêteurs et opérateurs de saisie

Nous exprimons votre sincère reconnaissance à tous les responsables des établissements primaires et secondaires visités, au Directeur de la Vie Scolaire (DVS) et aux différents DRENET et IEP qui ont collaboré en dépit des nombreuses difficultés de mise en œuvre.

Au nom de l'équipe d'évaluation  
**Dr DOUMBIA Mohamed**

## **Sommaire**

REMERCIEMENTS .....	1
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES .....	3
RESUME EXECUTIF .....	4
INTRODUCTION & METHODOLOGIE.....	8
ii- METHODOLOGIE DE L'Etude .....	8
II -1 COLLECTE DES DONNEES DE TERRAIN .....	9
II -2 DIFFICULTES RENCONTREES .....	11
II - 3 SAISIE ET TRAITEMENT DES DONNEES .....	11
IV- RESULTATS .....	11
IV-1. LES ENSEIGNANTS .....	11
IV-2- LES ELEVES DES ECOLES PRIMAIRES .....	21
IV-3- LES ELEVES DES COLLEGES ET LYCEES .....	30
IV-4 LES ETUDIANTS .....	47
VI- RECOMMANDATIONS .....	51
CONCLUSION .....	53

## **LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES**

### **A- LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1: Besoin en renforcement de capacité.....	20
Tableau 2: Avis sur l'introduction de la BD .....	21

### **B-LISTE DES FIGURES**

Figure 1: Causes des conflits.....	13
Figure 2: Acteurs extérieurs exacerbant la violence en milieu scolaire.....	14
Figure 3: Impact des violences sur la vie scolaire selon les enseignants .....	18
Figure 4: Raisons de la méconnaissance des modes de résolution des conflits .....	18
Figure 5: Capacité des enseignants à identifier les conflits.....	19
Figure 6: Capacité des enseignants à prévenir les conflits.....	19
Figure 7: Capacité des enseignants à résoudre les conflits .....	19
Figure 8: Formation en conflit .....	20
Figure 9: Répartition des élèves par âge .....	22
Figure 10: Répartition des élèves par nationalité .....	22
Figure 11: Répartition des élèves par ethnie .....	22
Figure 12: Perception du niveau de conflits par école .....	23
Figure 13: Nombre de conflits entre protagonistes cette année .....	23
Figure 14: Nature des conflits .....	25
Figure 15: Capacité de prévention des conflits Elèves-élèves .....	40
Figure 16: Capacité de prévention des conflits Elèves-Enseignants.....	41
Figure 17: Connaissance des modes de règlement des conflits par les élèves.....	43
Figure 18: Perception du niveau de conflit à l'université Alassane Ouattara .....	47
Figure 19: Les conflits majeurs identifiés .....	49
Figure 20: Connaissance des modes de règlement des conflits chez les étudiants .....	50

## RESUME EXECUTIF

### Contexte et justification du projet

Le tissu sociopolitique ivoirien a été profondément affecté par la succession de crises qui ont jalonné son histoire depuis 1990. La crise postélectorale de 2010-2011 ne constitue que l'épilogue d'une crise politico-militaire de plus d'une décennie dans laquelle la jeunesse a eu un rôle prépondérant. Le syndicalisme étudiant a été un vecteur important de la propagation de la haine et de la violence, donnant ainsi à l'école un rôle indéniable dans la diffusion de la violence.

Dans ce contexte l'école a cessé de jouer son rôle de mobilité sociale face à des conditions économiques difficiles, la culture du mérite semble avoir disparue de cette institution, amenant à une véritable crise morale. En outre, après un conflit, les enfants et les jeunes ont des difficultés à faire la transition vers un cadre de vie plus pacifié. Pour réussir, ils ont besoin d'opportunités pour devenir des agents du changement. C'est pourquoi, introduire des programmes de peace building dans le système éducatif ivoirien se révèle être une nécessité.

C'est dans dynamique que s'inscrit le projet « Promouvoir une culture de paix en milieu scolaire » dont **l'objectif général est le suivant : les élèves et enseignants sont résilients face aux conflits et sont des acteurs de paix au sein du milieu scolaire dans les localités ciblées.**

Le projet qui dure 16 mois (Septembre 2013 à Décembre 2014) sera mis en œuvre dans quatre régions (Hautassandra, Guemon, Poro, Gbèké) et un district (Abidjan) de Côte d'Ivoire. Il est financé par l'UNICEF. Six zones cibles (Duékoué, Daloa, Korhogo, Bouaké, Yopougon et Abobo) ont donc été sélectionnées parce qu'ayant particulièrement été touchées par les crises sociopolitiques successives. C'est dans le cadre du lancement de ce projet qu'une étude de base est réalisée.

### Objectifs de l'évaluation

L'étude de base est organisée en vue d'atteindre les objectifs suivants :

1. Dresser le portrait de la situation actuelle des écoles primaires, lycées et collèges des zones ciblées par le projet, ainsi que dans l'Université Alassane Ouattara de Bouaké
2. Collecter les indicateurs de base du projet, grâce auxquels le succès du projet pourra être mesuré ultérieurement
3. Fournir des recommandations quant aux critères que SFCG pourra utiliser pour le choix précis des écoles bénéficiaires du projet, des enfants, enseignants, associations universitaires et parents d'élèves à cibler dans les écoles, lycées, collèges et universités pour les diverses activités prévues
4. sur la base des recommandations et des critères attribuer des scores aux établissements scolaires de chaque zone ciblée afin d'en faciliter le choix pour la mise en œuvre du projet ;
5. Pour l'université de Bouaké identifier et hiérarchiser tous les syndicats et associations d'étudiants suivant leur réputation, influence et popularité auprès des étudiants et du corps professoral afin d'être retenu comme partenaire dans le cadre du projet.

## **Approche et méthodes**

L'étude de base a été menée de façon participative par l'implication des acteurs du système scolaires en prenant en compte toute la chaîne de décisions. L'approche a été à la fois qualitative et quantitative à travers une enquête par questionnaire et des entretiens, groupes de discussion (FGD) avec les acteurs clés du système éducatif, la revue documentaire et les visites de terrain. La collecte des données s'est faite en deux phases, l'une qualitative et l'autre quantitative. Pendant la première phase, essentiellement qualitative, 23 FGD ont été réalisés, 44 enseignants, 13 parents d'élèves du Comité de gestion (COGES), 40 autorités du système éducatif et 5 syndicats d'étudiants ont été interviewés. Ainsi, ont été interviewés les élèves du primaire et du secondaire, les enseignants du primaire, du secondaire et ceux de l'Université de Bouaké, les étudiants de l'Université de Bouaké, le personnel administratif des écoles primaires et secondaires (Directeurs, éducateurs...), et les Présidents de COGES. La seconde phase quantitative a permis d'interviewer, 269 enseignants et 2024 élèves de 18 établissements et 203 étudiants de l'Université de Bouaké. La collecte des données qualitative a été menée du 30 octobre au 03 novembre 2013 et la collecte des données quantitatives du 16 au 21 novembre 2013. La collecte des données dans les 6 localités identifiées par le projet : Abidjan (Abobo et Yopougon), Bouaké, Daloa, Duekoué et Korhogo.

## **Résultats de l'étude**

### ***Au niveau des enseignants***

Les enseignants dans leur majorité (78,4%) estiment qu'il n'y a pas de conflits majeurs dans leurs écoles. Bien au contraire les conflits sont rares (63%). Cependant les conflits jugés majeurs qui ont été identifiés par les enseignants sont les bagarres (48%) et les violences verbales (43%). Ce sont d'ailleurs dans ces deux conflits que les élèves sont majoritairement impliqués. Les conflits pour les enseignants trouvent leurs origines pour l'essentiel dans l'orgueil et le mauvais comportement des élèves (56,5%). Toutefois, les rapports entre et les élèves sont jugés bons (90%). Même s'ils affirment être capables d'identifier (79,6%), de prévenir (68%) et régler (72,5%) les conflits, ils reconnaissent que, n'ayant pas été formés en majorité (88,1%), ils admettent nécessaire (72,9%) le renforcement de leurs capacités. Par ailleurs, ils insistent avec force sur l'utilité des cours EDHC (96,6%) et l'introduction de la bande dessinée (90,3%) même si à ce dernier niveau ils demandent le renforcement préalable de leur capacité.

### ***Au niveau des élèves des écoles primaires***

Les élèves dans leur majorité (77%) affirment que les conflits sont très peu fréquents dans leurs écoles. Les rares conflits sont le fait en majorité des élèves eux-mêmes et ce, à travers les injures (81%) et les bagarres (62,7%). Dans l'ensemble, les rapports entre eux sont bons (82,1%) et avec les autres acteurs en particulier les enseignants (89%). Bien que n'étant pas outillés, en cas de conflits, les élèves s'inscrivent volontiers dans la dynamique de la médiation (23%) et la facilitation (75%). D'où l'utilité pour eux du cours EDHC (95,7%). Sur les 15,3% (46/300) d'élèves qui connaissent l'émission « Enfant en action », 69,6% l'écoutent.

### ***Au niveau des élèves des collèges et lycées***

Les élèves estiment à 70,3% que la paix règne dans leurs établissements. Cette situation de paix se traduit dans les bons rapports qu'ils entretiennent entre eux (68,1%) et avec les acteurs notamment les enseignants (70,5%). Les conflits majeurs identifiés par les élèves sont les bagarres entre élèves (45,2%) et les mouvements de grève (28,7%). 41,3% des élèves sont impliqués dans les bagarres et 25% dans les grèves, mais également dans les disputes (39%).

Les élèves se disent capables de prévenir les conflits, mais leurs capacités diminuent au fur et à mesure que l'on s'éloigne de leur champs d'action, c'est-à-dire entre eux-mêmes et les autres acteurs desquels ils sont les plus proches. Les capacités sont fortes entre eux-mêmes et diminuent lorsqu'il s'agit de conflits ayant pour acteur des enseignants ou administration. Ce constat est le même au niveau de leur capacité de règlement des conflits ; d'où la nécessité du cours EDHC à 97,2% et de son utilité à 95,7%. Seulement, 36% des élèves connaissent l'émission « Enfant en action ». Parmi ceux qui disent la connaître, 91,6% écoutent l'émission par le biais de la radio ONUCI FM.

### ***Au niveau des étudiants***

Les rapports entre les acteurs du monde universitaire sont généralement bons. En effet, les étudiants entretiennent de bons rapports entre eux (92,1%), mais également avec les autres acteurs du système notamment avec les enseignants (71,1%). En dépit de ces bons rapports, ils subsistent des conflits dans le corps universitaire. Les plus cités sont les mouvements de grève (58,6%) et les bagarres entre étudiants (32,5%). Les étudiants sont généralement impliqués dans ces deux conflits : 67% pour les mouvements de grèves et 24,6% pour les bagarres. Les syndicats d'étudiants sont également impliqués dans les mouvements de grève (72,4%) et les bagarres (20,2%). Tout comme les élèves, les étudiants se disent capables de prévenir les conflits et cela, généralement entre eux (90,1%). Cette capacité diminue au fur et à mesure des acteurs. Ce constat est également le même au niveau de leurs capacité de règlement des conflits. S'ils disent pouvoir généralement régler les conflits entre eux (84,2%), ils le sont moins avec les autres acteurs. A ce niveau, les modes de gestion les plus connus par les étudiants sont la négociation (84,2%) et la médiation (83,3%). Cela reflète les attitudes des étudiants, dont 70% choisissent une option non violente lorsqu'ils sont mis dans une situation fictive de conflit (40,9% optent pour la négociation et 29,6% pour la médiation).

### ***Ecoles sélectionnées pour le projet et critères***

6 écoles primaires et 12 établissements secondaires ont été sélectionnés sur la base du niveau de violence, de la présence de « club messenger de paix » et de l'effectif des élèves. Ont été sélectionnés :

**A Abobo:** le Groupe Scolaire Habitat 1 à 6, le Lycée Municipal d'Abobo et le Lycée Moderne 1 et 2.

**A Yopougon:** l'EPP Plateau Port Bouet 2, le Lycée Pierre GADIE et le Lycée Municipal d'Attécoubé

**A Bouaké:** l'EPP Hôpital, le Lycée Djibo Soukalo et le Lycée Moderne Nimbo.

**A Daloa:** l'EPP Balouzon, le Lycée Moderne Khalil et le Lycée Moderne 1

**A Duekoué:** le Groupe Scolaire Duekué 2, l'IGEP et le Lycée Moderne de Duekoué.

**A Korhogo:** le Groupe Scolaire Centre, le Collège Moderne de Korhogo et le Lycée Dominique OUATTARA

### ***Syndicats étudiants à l'université de Bouaké***

Le premier syndicat influent de l'Université de Bouaké est le CEECI. Ensuite suivent respectivement de la FESCI, de l'AGEECI, du SYNESS, de l'UGES, de l'UNESCI, de la LIGES et du MERCI.

## **Recommandations**

A l'issue de l'étude, des recommandations ont été formulées.

### **Au niveau des écoles primaires,**

- Créer des Clubs Messagers de la Paix dans les écoles primaires qui n'en disposent pas ou redynamiser ceux qui existent, notamment dans toutes les écoles primaires-cibles de la phase
- Mobiliser les enfants autour des activités de promotion de la paix par l'organisation d'activités récréatives incluant des messages sur la nécessité de la paix,
- Impliquer les élèves dans la définition des stratégies pouvant concourir au maintien de la cohésion à l'école
- Impliquer les COGES dans l'organisation des activités de sensibilisation pour les élèves
- Mener des activités (campagnes) de sensibilisation périodiques dans les écoles sur les mécanismes de cohésion sociale en intégrant les élèves parmi les acteurs de la sensibilisation
- Produire et diffuser le plus rapidement possible les bandes dessinées qui ont reçu l'assentiment des élèves et des enseignants. Cela permettra familiariser les enfants aux notions de conflit et de paix
- Renforcer les capacités des enseignants et des autorités scolaires aux techniques de d'identification, de prévention et de gestion des conflits,

### **Au niveau des collèges et lycées**

- Réactiver les troupes théâtrales en léthargie pour les amener à initier des activités de sensibilisation
- A l'instar des écoles primaires, mettre sur pieds des clubs « Messagers de la paix »
- Organiser des séances de sensibilisation dans les établissements, notamment ceux jugés violents.
- Associer les élèves à la définition des stratégies pouvant concourir au maintien de la cohésion à l'école
- Renforcer les capacités des enseignants et des autorités scolaires aux techniques de d'identification, de prévention et de gestion des conflits,

### **Au niveau des étudiants, enseignants et autorités universitaires**

- A l'instar des établissements primaires et secondaires, être sur pieds des clubs « Messagers de la paix » ou renforcer les capacités des associations œuvrant pour la promotion de la Paix, notamment le club UNESCO.
- Renforcer les capacités des étudiants ainsi que des enseignants et des autorités universitaires aux techniques de d'identification, de prévention et de gestion des conflits,
- Renforcer les capacités de la plate forme de collaboration inter syndicale de l'Université de Bouaké,
- Accompagner les autorités dans leur volonté d'instaurer un climat de paix en institutionnalisant le concours de Paix initié par ces dernières,

## **INTRODUCTION & METHODOLOGIE**

### **I- INTRODUCTION**

La baisse générale du niveau scolaire, de la qualité des infrastructures, et de la formation des enseignants sont des observations qui font consensus auprès des acteurs nationaux dans le cadre d'une étude de l'UNICEF en Côte d'Ivoire sur l'impact des crises sociopolitiques successives en milieu scolaire<sup>1</sup>. Cet état des lieux s'inscrit dans le long terme. En effet, les origines de cette crise peuvent s'analyser à l'aune du décrochement de l'économie ivoirienne au début des années 1990. Dans ce contexte, les enseignants, parents d'élèves et les autorités morales tels que les religieux soulignent une crise de l'autorité au sein de l'école, soulevant des tensions intergénérationnelles qui s'ajoutent aux tensions intercommunautaires et structurelles<sup>2</sup>. Les violences en milieu scolaire sont ainsi le reflet des crises à répétition que connaît le pays. En vue de renforcer les politiques et les pratiques d'éducation pour la consolidation de la paix dans les pays affectés par les conflits, l'UNICEF a mis en place un programme dénommé « Education et consolidation de la paix et Plaidoyer », dont la Côte d'Ivoire est bénéficiaire.

En Côte d'Ivoire, le projet « Promouvoir une culture de la paix en milieu scolaire » sera mis en œuvre dans quatre régions (Haut Sassandra, Guémon, Poro, Gbèké) et dans le district d'Abidjan. Six (6) zones cibles du projet ont été identifiées, à savoir Daloa, Duékoué, Korhogo, Bouaké et les communes de Yopougon et Abobo à Abidjan. Ces zones ont été sélectionnées sur la base des informations contenues dans le document d'analyse des conflits en milieu scolaire de l'UNICEF CIV<sup>3</sup> qui démontre que le milieu scolaire de ces zones a été particulièrement touché par les crises successives. Dans chaque zone du projet, trois structures scolaires, relevant prioritairement du service public, seront ciblées : une école primaire, un collège et un lycée. Ainsi, au total, le projet ciblera 6 écoles primaires, 6 collèges et 6 lycées, soit un total de 18 structures scolaires. Le projet sera également actif en milieu universitaire, précisément à l'université Alassane Ouattara de Bouaké.

### **II- METHODOLOGIE DE L'ETUDE**

L'étude de base a été réalisée en deux phases. La première phase, essentiellement qualitative, avait pour objectif d'identifier les critères de choix des établissements, les types de conflits et le niveau général des conflits. Les cibles de cette phase étaient constituées des acteurs du système scolaire et universitaire (personnel enseignant, personnel administratif, chefs d'établissements, élèves, étudiants, syndicats d'étudiants).

Sur la base du rapport préliminaire de la première phase qui a permis de sélectionner des établissements cibles, et de l'enquête pilote réalisée dans deux établissements (Groupe Scolaire Williams Jacob et Lycée Nangui Abrogoua) à Abidjan, la deuxième phase a été exécutée. Cette seconde phase, exclusivement quantitative, avait pour objectif de recueillir des données de base du projet (indicateurs) auprès des élèves et enseignants des cycles

---

<sup>1</sup> UNICEF Côte d'Ivoire, "Quand la guerre s'invite à l'école: Impact des crises ivoiriennes successives en milieu scolaire, Réponses gouvernementales, Stratégies pour accompagner le processus de réconciliation nationale", 2013, p. 8.

<sup>2</sup> UNICEF Côte d'Ivoire, op. cit. p. 18.

<sup>3</sup> UNICEF Côte d'Ivoire, "Quand la guerre s'invite à l'école: Impact des crises ivoiriennes successives en milieu scolaire, Réponses gouvernementales, Stratégies pour accompagner le processus de réconciliation nationale".

Primaire et Secondaire, ainsi qu'auprès des étudiants de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké.

## **II -1 COLLECTE DES DONNEES DE TERRAIN**

La collecte des données a nécessité la prise de dispositions pratique et techniques afin d'assurer son bon déroulement. Des rencontres préliminaires ont eu lieu avec l'équipe projet de SFCG d'avoir une compréhension commune des tâches à exécuter. Les échanges ont porté sur :

- L'élaboration et la validation de la méthodologie de l'enquête;
- L'identification et l'information des informateurs-clés et des personnes ressources afin de s'assurer de la collaboration des uns et des autres;
- Les outils de collecte de données (Guides d'entretiens individuels et collectifs et Questionnaires) qui ont été discutés et validés;
- La validation du calendrier de collecte des données de terrain sur la base des orientations de l'Unité suivi-évaluation de SFCG-Cote d'Ivoire.

### **Les outils de collecte des données et formation des enquêteurs**

L'élaboration des outils d'enquête s'est faite en équipe et en étroite collaboration avec SFCG. Des séances de travail ont eu lieu entre l'équipe de consultants et SFCG pour l'adoption et la validation des outils.

Les outils de collecte des données étaient composés de guides d'entretiens (individuels et de groupes) pour la première phase et de questionnaires pour la seconde phase. Une copie de tous les outils se trouve dans les annexes.

Les guides d'entretiens individuels ont permis d'interroger (i) les enseignants des écoles primaires et secondaires); (ii) les enseignants de l'Université de Bouaké; (iii) les responsables des syndicats d'étudiants; (iv) es responsables des établissements; (v) les Présidents et les membres des COGES et (vi) les administrations scolaires (Educateurs, DRENET, IEP...).

Les guides d'entretien de groupes ont, quant à eux, permis de mener des discussions avec les élèves du primaire, les élèves du secondaire et les étudiants de l'université de Bouaké.

S'agissant du questionnaire, il a été administré à 300 élèves des écoles primaires (150 filles et 150 garçons) et à 1724 élèves des collèges et lycées (846 filles et 878 garçons), à 203 étudiants (103 filles et 100 garçons) de l'Université de Bouaké qu'à 45 enseignants des écoles primaires (14 femmes et 31 hommes) et 224 enseignants des collèges et lycées (55 femmes et 169 hommes).

Avant la validation définitive des outils, des enquêteurs et superviseurs ont été recrutés et formés. Pour chaque phase, une formation a été faite. Ces formations ont eu lieu à l'Université Félix Houphouët BOIGNY de Cocody.

La première formation a eu lieu le 29 octobre 2013 et a concerné les superviseurs et les enquêteurs chargé de l'animation des focus groups. La deuxième formation quant à elle, a eu lieu le 11 novembre 2013 et a concerné les superviseurs de toutes les localités et les enquêteurs chargés de l'administration du questionnaire au niveau d'Abidjan. Après la formation, les superviseurs des localités de l'intérieur du pays ont été chargés de former à leur tour les enquêteurs qui avaient déjà été recrutés.

Ces formations ont porté sur :

- La présentation de l'étude et de ses objectifs de l'étude afin de permettre aux uns et aux autres d'être au même niveau d'information et surtout d'avoir la même compréhension des Termes De Références ;
- la présentation et la discussion des outils d'enquête ;
- la méthodologie de travail sur le terrain et le rôle de chaque acteur ;
- les conseils pratiques d'usage sur le terrain.

A l'issue de ces deux formations, un pré-test des outils de collecte a été réalisé dans les conditions similaires de terrain. La première phase a consisté en des jeux de rôles et la seconde phase en une enquête pilote réalisée dans un établissement primaire (EPP William Jacobs d'Attécoubé) et un établissement secondaire (Lycée Nangui Abrogoua d'Adjamé). Ces formations, jeux de rôles et pré enquête ont permis d'apporter des ajustements au questionnaire afin de le rendre plus opérationnel sur le terrain.

### **Déroulement de la collecte des données**

Comme indique plus haut, la collecte des données s'est déroulée en deux phases. La première phase, essentiellement qualitative, a duré du 30 octobre au 03 novembre 2013. La seconde phase a été conduite sur la période du 16 au 21 novembre 2013 dans les six localités cibles.

La première phase a mobilisé six équipes composée chacune d'un (1) superviseur chargé de conduire les entretiens individuels et d'assurer la sécurité des données et d'un (1) enquêteur chargé de la conduite des Focus Group Discussion. Seule l'équipe de Bouaké était composée d'un superviseur et de deux enquêteurs du fait de l'Université de Bouaké.

La mobilisation des élèves, des étudiants, des enseignants et du personnel administratif n'a pas été aisée compte tenu du déficit d'information, de la période de la collecte qui s'inscrit dans la période des congés et de l'indisponibilité des certains agents terrain SFCG.

La méthode utilisée pour recueillir les données a été celle de la boule de neige. Il s'est agit de contacter un acteur qui, à l'issue de son entretien identifie un de ses pairs qui est immédiatement contacté. A la fin de la journée, les équipes faisaient le point entre elles et rendaient compte à l'équipe de consultance. C'était également pour eux l'occasion de contacter les personnes indiquées par leurs pairs pour s'assurer de leurs disponibilités pour le lendemain. Au total, 23 focus groupes (FGD) ont été réalisés, 44 enseignants interviewés, 13 parents d'élèves (COGES), 40 autorités du système éducatif et 5 syndicats d'étudiants ont été interviewés.

La deuxième phase a elle aussi nécessité la mobilisation de six (6) équipes. Ces enquêteurs ont tous travaillé dans la zone d'Abidjan (Abobo et Yopougon). Les équipes étaient composées d'un superviseur et de 5 enquêteurs à l'exception de Bouaké où 7 enquêteurs ont été mobilisés. Dans chaque équipe, les superviseurs étaient chargés d'introduire les équipes auprès des autorités scolaires, d'administrer au cas échéant des questionnaires exclusivement aux enseignants et d'assurer la sécurité des outils de collecte. Quant aux enquêteurs, ils étaient chargés de l'administration des questionnaires. Tout comme lors de la première phase, à la fin de chaque journée, un débriefing était fait par chaque équipe afin de corriger tous les manquements observés et trouver des solutions aux difficultés rencontrées. Le point du débriefing était également fait à l'équipe de consultance par les superviseurs.

A l'issue de cette deuxième phase, 45 enseignants du primaire, 224 enseignants du secondaire, 203 étudiants, 300 élèves de 6 écoles primaires et 1724 élèves de 12 établissements du secondaire ont été interrogés. Ces établissements ont été identifiés suite à la première phase de l'enquête.

## **II –2 DIFFICULTES RENCONTREES**

La collecte des données dans sa phase pratique n'a pas été facile. La première phase de la collecte a été menée au cours du week-end des congés de Toussaints pendant lequel les élèves, les étudiants, les enseignants et le personnel administratif des établissements ciblés n'étaient pas disponibles. Certains courriers n'étant pas parvenus tôt aux DRENET, IEP, cela a n'a pas permis de mobiliser le maximum d'acteurs autour du projet. Face à ces difficultés, l'équipe de consultance et les superviseurs ont dû user de leurs relations personnelles et de la méthode « boule de neige » pour pouvoir interroger le maximum de personnes.

En ce qui concerne la deuxième phase, elle s'est déroulée dans des conditions relativement meilleures. En dehors de quelques refus d'enseignants pour des raisons de cours ou de manque de temps, ce qui a contraint les superviseurs qui ont dû expliquer p les raisons de la mission et les objectifs de l'étude. C'est après ces quelques éclairages que les enseignants ont accepté de se prêter aux questions des enquêteurs.

Au niveau de l'administration des questionnaires, quelques difficultés ont été notées avec les élèves du primaire notamment dans compréhension des questions, ce qui a emmené les enquêteurs à les reformuler des questions pour les adapter au niveau des élèves.

## **II - 3 SAISIE ET TRAITEMENT DES DONNEES**

Les données de la première phase étaient essentiellement qualitatives. Après la collecte des données, elles ont été transcrites et saisie sur Word.

Après la classification, elles ont fait l'objet d'une analyse de contenu.

Quant aux données quantitatives de la seconde phase, après un débriefing avec tous les superviseurs et les enquêteurs d'Abidjan, les opérateurs de saisie ont été formés sur le masque de saisie élaboré sur le logiciel Excel. Des simulations ont même été réalisées pour s'assurer que tous les opérateurs de saisie avaient assimilé la procédure de saisie des données. Le travail de ces derniers a débuté dès la fin de la formation du samedi 23 pour s'achever le mardi 26 novembre 2013. Le fichier Excel de chaque opérateur ainsi créé a été récupéré pour une fusion afin de générer un fichier unique. Ce fichier unique a été à son tour exporté vers SPSS.18 pour compilation, nettoyage et correction. C'est à partir de ce logiciel que les données ont été traitées pour générer tous les tableaux statistiques qui ont servi à l'analyse.

## **IV– RESULTATS**

Les résultats de cette étude s'articulent autour des quatre (4) principaux acteurs identifiés à savoir les enseignants, les élèves du cycle primaire, les élèves du cycle secondaire et les étudiants. Ces résultats prennent en compte aussi bien les données qualitatives que quantitatives collectées lors des deux phases de l'enquête.

### **IV-1. LES ENSEIGNANTS**

#### **IV-1-1 Caractéristiques sociodémographique des enseignants**

269 enseignants ont été interviewés : 200 hommes (74,3%) et 69 femmes (25,7%) et 45 (16,7%) enseignants au niveau des écoles primaires et 224 (83,3%) enseignants au niveau du secondaire. La répartition par type d'établissement montre que 31 hommes (11,5%) et 14 femmes (5,2%) ont été interrogés dans les écoles primaires contre 169 hommes (62,8%) et 55 femmes (20,4%) interrogés dans les établissements secondaires. L'écart entre les hommes et les femmes s'explique essentiellement par le faible effectif des femmes dans l'enseignement

que cela soit dans les écoles primaires que dans les lycées et collèges. L'âge des enseignants interrogés part de 24 ans (le moins âgé) à 59 ans (le plus âgé). Les enseignants sont en majorité jeunes avec un âge moyen de 39 ans. Toutes les ethnies de la Côte d'Ivoire se retrouvent dans cet échantillon. Les enseignants interrogés sont en majorité de l'ethnie Baoulé (21,2%). Ensuite viennent respectivement les Senoufo (20,4%), les Malinké (12,6%), les Yacouba (5,6% et les Attié ou Akyé (4,1%).

En termes d'ancienneté, il ressort que 51,7% des enseignants ont une expérience de plus de 5 ans dans leurs établissements respectifs, ce qui est intéressant pour apprécier le niveau de violence dans le temps.

#### **IV-1-2 Perceptions de la situation actuelle de paix**

L'analyse de la situation générale des établissements du niveau de paix dans les établissements primaires et secondaires telle que vécue par les enseignants montre que dans l'ensemble le nombre de conflits a diminué et il règne une paix relativement stable. Cette stabilité ne signifie pas qu'il n'y a pas de conflits au sein des établissements. En effet, un enseignant sur cinq (21,6%) estime qu'en dépit de situation de paix, des conflits continuent de miner les établissements scolaires. L'observation empirique a permis de faire ressortir que c'est niveau des établissements secondaires que le niveau de violence est plus élevé.

##### **✚ Perception du niveau actuel de Paix**

La situation « pacifiée » décrite plus haut s'appréhende à travers la perception des enseignants sur le niveau de Paix. 80% des enseignants estiment que la paix règne dans les établissements. Cependant 66,7% des enseignants du secondaire contre 33,3% des enseignants du primaire pensent que les conflits sont récurrents dans leurs établissements respectifs.

##### **✚ Nature des conflits**

Les types de conflits notés par les enseignants partent des rixes aux affrontements armés en passant par les bagarres rangées et les violences verbales. Les violences verbales (48,3%) et les bagarres rangées (48,0%) sont les types de violences les plus cités par les enseignants. En dehors de ces quatre types de violences évoqués (Rixes, Bagarres rangées, violences verbales et affrontements armés), d'autres types de violences ont également été évoqués par les enseignants. Il s'agit notamment de conflits entre syndicats d'enseignants, les élèves qui battent les enseignants, perturbation violentes des cours (refus de composer, refus de se conformer aux calendriers scolaires etc.), les conflits élèves-riverains.

##### **✚ Conflits majeurs impliquant les élèves**

Les élèves sont impliqués dans la plupart des conflits cités. En premier lieu nous avons les violences verbales (48,3%). L'introduction de la violence en milieu scolaire a eu pour conséquence l'irrespect et la remise en cause de l'autorité des « maîtres ». A l'introduction de la violence s'est ajouté le manque de culture démocratique qui se traduit par des propos violents. Comme le fait remarquer une enseignante « *aujourd'hui, les élèves très impolis. Ils ne respectent personne et ils ne respectent rien. On ne sait pas c'est quel genre d'élèves nous avons maintenant. Ce qui fait que moi, j'évite d'avoir affaire aux élèves.* » (Enseignante, Lycée Moderne Abobo...). A la suite des violences verbales, nous avons les bagarres rangées (48%) qui, à bien des égards, sont consécutives aux violences verbales. Les bagarres rangées sont en effet les violences les plus fréquentes dans les écoles qu'elles soient primaires ou secondaires. Les entretiens réalisés auprès des enseignants ont montré que les bagarres rangées partent souvent « de rien » et mettent en présence dans la plupart des cas des élèves de différentes écoles, généralement deux écoles. Les bagarres rangées s'observent

généralement dans les établissements secondaires où elles sont citées par 83,6% des enseignants.

En dehors de ces principaux conflits, les élèves sont impliqués dans d'autres conflits notamment les agressions physiques d'enseignants (bastonnades d'enseignants), les conflits syndicaux (FESCI, même si elle n'est plus active, ces appendices sont toujours vivaces), l'insubordination des élèves, les perturbations de cours, les conflits élèves-enseignants, etc.

#### ✚ Causes des conflits impliquant les élèves

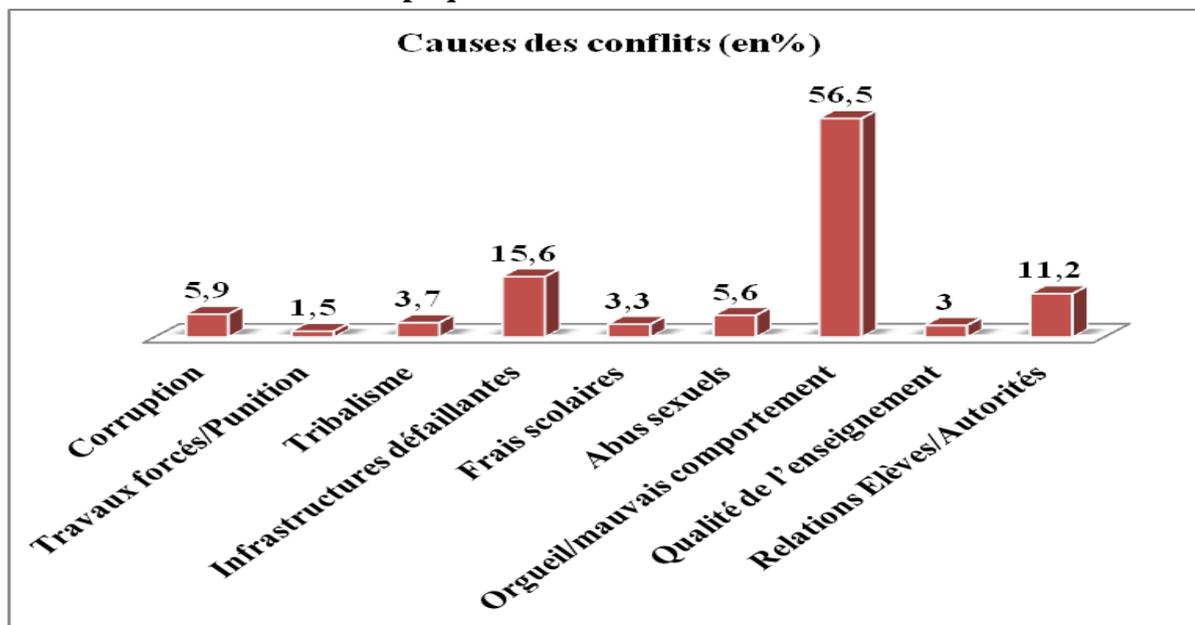


Figure 1: Causes des conflits

La première cause attribuée à la violence est l'orgueil et le mauvais comportement des élèves (56,5%). Ce mauvais comportement serait consécutif aux années de crise qu'a connues la Côte d'Ivoire. Cette crise qui affecté le tissu social, a également effrité et disloqué les familles, remettant en cause l'autorité parentale. En effet, les entretiens menés lors de la première phase ont montré que le comportement des élèves est fustigé par l'ensemble du corps enseignant particulièrement au niveau des écoles secondaires. Dans le cycle primaire, bien que les élèves soient encore jeunes, les enseignants estiment la suppression des punitions et autres sanctions qui s'inscrivent, selon eux, dans la dynamique du renforcement de la formation et l'éducation des élèves, à contribué à rendre les élèves plus irrespectueux et « effrontés ».

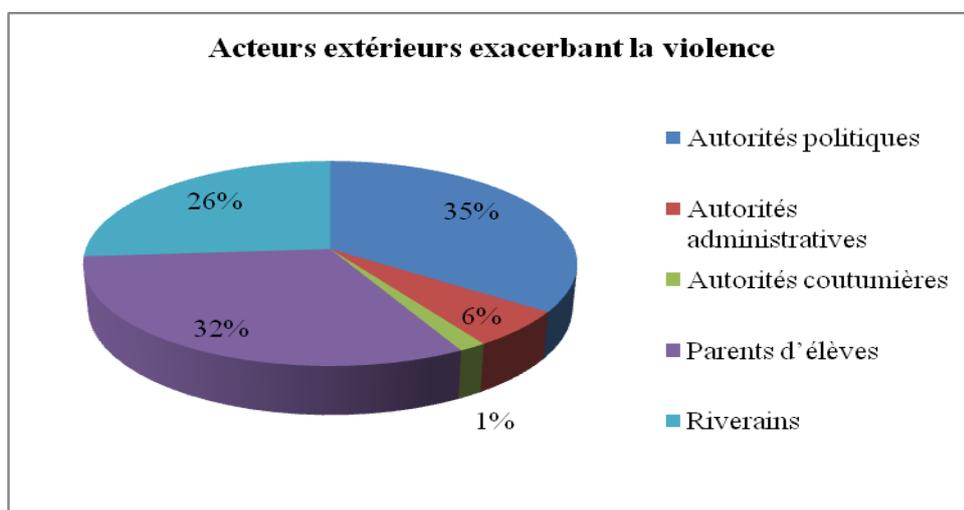
La deuxième principale cause est la défaillance des infrastructures scolaires (15,6%). En effet, les observations faites particulièrement dans les écoles secondaires ont montré un manque criant de matériels didactiques, de tables bancs qui, associé à des effectifs pléthoriques contribuent à créer des situations de violence. Il n'est pas rare de voir des élèves se battre pour avoir des places assises ou pour occuper/réserver des tables-bancs pour des cours qui doivent être dispensés une heure ou deux heures après le présent cours comme le confirme les propos d'un élève du Lycée Pierre Gadié : « Nous par exemple nous n'avons pas de classe fixe. On se promène de classe en classe pour faire les cours. Par exemple, un jour nous avons inscrit notre nom sur une table- banc. A notre grande surprise, nous avons retrouvé le banc dans un autre bâtiment. Nous avons tenté de récupérer et une bagarre s'en est suivie ». (Napoléon, élèves Terminale D). En dehors de ces deux principales causes, on peut citer les relations avec les autorités scolaires (11,2%).

Les relations Elèves-Autorités scolaires ne sont pas toujours cordiales. Cette situation est également liée à l'atmosphère générale issue de la situation de crise particulièrement dans les écoles secondaires. Les éducateurs, les censeurs et directeurs d'écoles se sentent bafoués par les élèves à travers les violences verbales et parfois physiques.

D'autres causes comme l'introduction de la violence et de la politique à l'école, les intérêts syndicaux, la dynamique de groupes chez les élèves, la crise d'adolescence, le désir d'affirmation des élèves, les grèves et autres vols d'objets, ont été également cités par les enseignants.

#### **✚ Les acteurs extérieurs qui transposent la violence en milieu scolaire**

La violence n'est pas le seul fait des acteurs du système scolaire. D'autres acteurs sont identifiés comme acteurs exacerbant la violence en milieu scolaire. Il s'agit particulièrement des autorités politiques. Elles sont perçues comme les acteurs, qui de l'extérieur manipulent aussi bien les élèves que les enseignants (Figure 2).



**Figure 2: Acteurs extérieurs exacerbant la violence en milieu scolaire**

L'implication des autorités politiques dans l'exacerbation de violence en milieu scolaire se traduit par les conflits entre syndicats d'élèves et étudiants d'une part et des grèves et autres actes de vandalisme. Les élèves qui sont généralement manipulés, maintiennent la violence pour atteindre les objectifs politiques de leurs leaders.

L'intrusion des parents dans la sphère scolaire est de prime à bord légitime en tant que géniteurs et premiers responsables légaux des enfants. Cependant le comportement de certains parents contribue à exacerber la violence. Des entretiens avec les enseignants, il ressort que des conflits éclatent le plus souvent entre les parents d'élèves et les enseignants d'une part et les parents d'élèves et l'administration d'autre part. Les conflits entre les parents d'élèves et les enseignants est beaucoup plus prononcé au niveau des écoles primaires. Selon les enseignants, certains parents admettent difficilement que leurs enfants reçoivent des punitions ; « *Dès qu'un enfant est puni, il va dire à ses parents qui ne cherchent pas à comprendre et viennent nous prendre à partie, en nous rappelant toujours que ce sont d'abord leurs enfants. Quand c'est comme ça, comment voulez-vous que les enfants nous respectent ?* » (Mme T.B, institutrice EPP, Habitat).

Quant aux conflits entre les parents d'élèves et l'administration, ils sont également perceptibles au niveau des écoles primaires. Dans la plupart des cas, ces conflits sont en

rapport avec la gestion des écoles notamment les cotisations. Lorsque les élèves sont renvoyés de l'école pour non-paiement des cotisations, « *certain parents viennent nous faire palabre, et quand ce sont plusieurs élèves qui sont mis dehors, ça devient souvent des bagarres rangées.* » (Y.F, enseignant, EPP, Port-Bouet 2).

Les écoles, qu'elles soient primaires ou secondaires, ne sont pas dans la plupart des cas clôturées. Il y a donc une proximité entre les élèves, les enseignants et les riverains. Cette cohabitation n'est pas toujours aisée. L'école étant devenu un espace ouvert, « un passage » pour les riverains, des violences verbales naissent souvent entre les enseignants et les riverains. La proximité aidant, les riverains s'introduisent dans les écoles « *pour régler le cas des enseignants* ». Les règlements de compte entre jeunes riverains et élèves participent également de l'introduction de la violence dans les écoles. En dehors des trois principaux acteurs cités dans l'exacerbation de la violence en milieu scolaire, les autorités administratives (4,1%) et les autorités coutumières ont également mentionné, même si leur proportion reste faible.

#### **IV-1-3 Rapports entre les élèves et les autres acteurs du système**

Les rapports des élèves avec les enseignants, les éducateurs, les directions et même les riverains sont, dans l'ensemble, excellents.

- **Au niveau des rapports Elèves-Enseignants**, la majorité des enseignants (64,7%) pense qu'il y a une bonne entente entre eux et les élèves. Pour 16,4%, ces rapports sont jugés plutôt excellents. Cependant, des conflits existent et sous plusieurs formes comme l'indiquent les propos. Pour ces derniers, il y a une excellente entente entre les élèves et les enseignants. Seulement 3,7% des enseignants jugent ces rapports conflictuels contre 14,9% qui pensent qu'ils sont peu conflictuels contre 0,4% qui estiment ces rapports très conflictuels.
- **Au niveau des rapports Elèves-Educateurs**, qui concernent essentiellement les enseignants du secondaire, les rapports sont généralement apaisés. 65,2% des enseignants estiment qu'il y a une bonne entente entre les éducateurs et les élèves. Pour 8% d'entre eux, cette entente est même excellente. Par contre, seulement un enseignant sur quatre (26,8%) juge ces rapports peu conflictuels (17,9%), conflictuels (8,5%) et très conflictuels (0,4%).
- **Au niveau des rapports Elèves-Direction scolaire**, il ressort que dans l'ensemble, les enseignants dans leur majorité (85,2%) pensent que les rapports entre les élèves et les directions des écoles sont « bons ». En effet, pour 70,3% des enseignants, élèves et directions s'entendent bien et pour 14,9%, mais cette entente est également remise en cause à l'approche des congés (Noël, Pâques, fin d'année etc.). Comme le souligne M. N.J d'une DRENET « *quand on a fixé la date des congés le 20 ou le 22 décembre, déjà les élèves veulent forcément que les administrations de leurs différents établissements les libèrent le 18 décembre. Ils veulent toujours anticiper sur les différents congés et ils ont tendance à vouloir imposer chaque fois cela aux responsables de leurs établissements. D'où, dans certains établissements, quand les élèves décident de partir deux jours avant les congés et que cela est accordé, les enseignants en représailles reviennent une semaine après la date de la rentrée officielle car les élèves n'ont pas attendu le jour des congés. Donc au retour des congés précipité les élèves sont sanctionnés par une semaine de retard de cours.* ».

Par type d'établissement, si au niveau du cycle primaire, seulement 4,4% des enseignants estiment que les rapports élèves-directions scolaires sont peu conflictuels, au niveau du cycle secondaire, un enseignant sur dix considère par contre que ces rapports sont conflictuels. Cette différence de perception entre enseignants des deux cycles s'explique par le fait que les élèves du cycle primaire, qui sont encore des enfants, ont peu de rapports avec les directions.

- **Au niveau des rapports Elèves-Communauté**

Les rapports entre les élèves et la communauté en l'occurrence les riverains, s'inscrivent dans la dynamique de la situation d'ensemble qui est apaisée comme déjà indiqué. A cet effet, tout comme les autres types de rapports, les rapports élèves-communauté sont aussi « bons ». Pour 15,6% des enseignants, l'entente est parfaite et pour 54,6%, il y a une bonne entente. Par contre, un enseignant sur quatre trouve que ces rapports sont conflictuels. Les rapports conflictuels sont plus prononcés chez les enseignants du cycle secondaire (20,4%) que chez leurs collègues du cycle primaire (17,8%).

Dans l'ensemble, les rapports entre les élèves et les autres acteurs (internes ou externes au système) sont « bons ». Et, c'est à juste titre que les enseignants dans leur majorité (77,3%) affirment que le système actuel favorise la culture de la Paix.

#### **IV-1-4 Modes résolution des conflits**

##### **1-4-1 Différents modes de résolution des conflits**

Le mode de résolution d'un conflit est très important, car il est à la fois un gage de paix durable ou alors une source de conflits latents si le conflit n'a pas été bien réglé. Au niveau des enseignants, pour 54,3% d'entre eux, la **médiation** est le premier mode résolution des conflits, ensuite viennent respectivement la négociation (47,2%), le recours à l'administration par le biais du conseil de discipline (39,8%), la facilitation (28,3%), la punition des mis en cause (12,3%), la transformation (5,6%) et enfin l'arrestation et la mise en détention des mis en cause (4,8%). De ce qui précède, l'on note que l'ensemble des enseignants adopte une posture non « confrontationnelle » et ont un souci de conciliation. La faible proportion d'enseignants ayant opté pour la transformation traduit la complexité du contexte social dans lequel les acteurs évoluent. En effet, la crise ayant affectée la société dans son ensemble pendant plus d'une décennie, la transformation semble ici s'inscrire dans la durée.

Par ailleurs, le fait de recourir au conseil de discipline marque la volonté des enseignants de faire respecter les règles et normes en vigueur dans les établissements et surtout de marquer autorité de l'institution scolaire. Cette volonté de recourir au conseil de discipline est beaucoup plus partagée au niveau du second cycle : 95,5% contre 4,5% au niveau du secondaire. Les enseignants favorables au conseil de discipline de concentrent pour l'essentiel à à Daloa (70,3%) et à Korhogo (54,5%).

##### **IV-1-4 -2. Implication des leaders d'opinion**

Les leaders communautaires jouent un rôle important dans le règlement des conflits en Afrique et particulièrement en milieu rural. Au cours de la crise que le pays a connu, les leaders communautaires ont été sollicités pour aplanir les divergences communautaires et instaurer un climat de paix. En milieu scolaire, même si leur rôle n'est pas véritablement perçu, il n'en demeure pas moins qu'ils contribuent à l'apaisement du climat social. Ainsi, pour un

enseignant sur cinq (19,7%) les leaders sont impliqués dans le règlement des conflits en milieu scolaire.

L'implication des leaders communautaires est plus prononcée au niveau des établissements secondaires : 75,5% contre 24,5% pour les écoles primaires. L'implication des leaders est également plus importante à Daloa (32,1%) et à Korhogo (22,6%) comparée aux autres localités c'est-à-dire Bouaké (13,2%), Duekoué (11,3%), Abobo (11,3%) et Yopougon (9,4%).

### ***Qui sont les leaders impliqués ?***

Les leaders communautaires impliqués dans le règlement des conflits en milieu scolaire sont nombreux. Il s'agit des chefs de quartiers, des Présidents de jeunesse, des femmes à travers les organisations féminines, les chefs de communauté et les chefs religieux. L'implication des différents leaders cités n'est pas perçue de la même manière. Pour les enseignants, les leaders communautaires sont les premiers leaders impliqués dans la résolution des conflits (66,0%). Ensuite viennent les chefs de quartier (28,3%), les Présidents de jeunesse (15,1%) et les leaders des organisations féminines (5,7%).

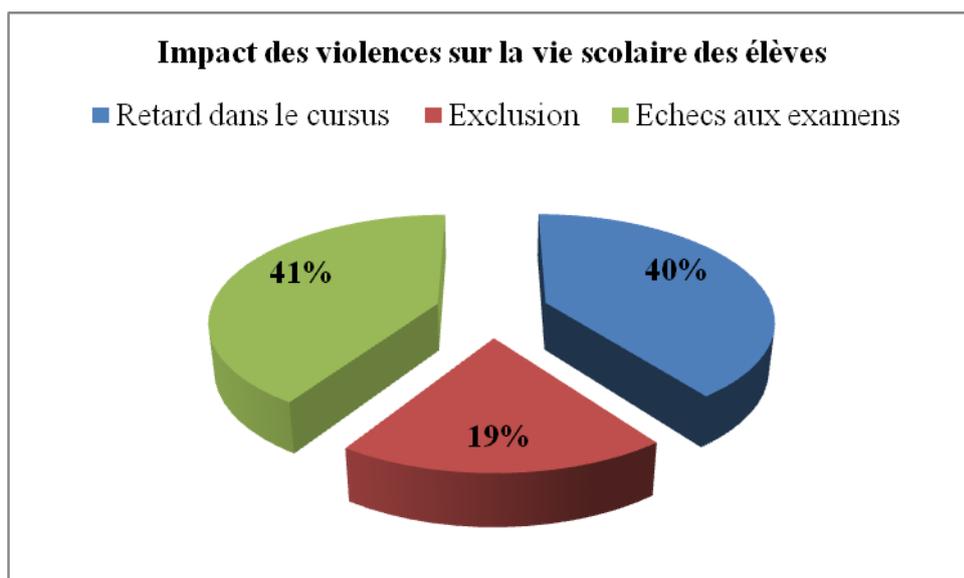
Quelle que soit la qualité du leader, les interventions sont plus ciblées dans les établissements secondaires et singulièrement dans les établissements secondaires des localités de l'intérieur du pays.

En dehors des leaders communautaires d'autres acteurs ont été cités par les enseignants pour leur implication dans le règlement des conflits en milieu scolaire. Il s'agit (1) des COGES à travers leur bureau ou leur Président, (2) des parents d'élèves individuellement ou par le biais des COGES, (3) des autorités administratives notamment les Préfets en cas de crise très grave.

## **IV-1-5. Connaissances et Attitudes en rapport avec la prévention, la résolution et la gestion des conflits**

### **IV-1-5-1. Perceptions des conflits et de leurs impacts**

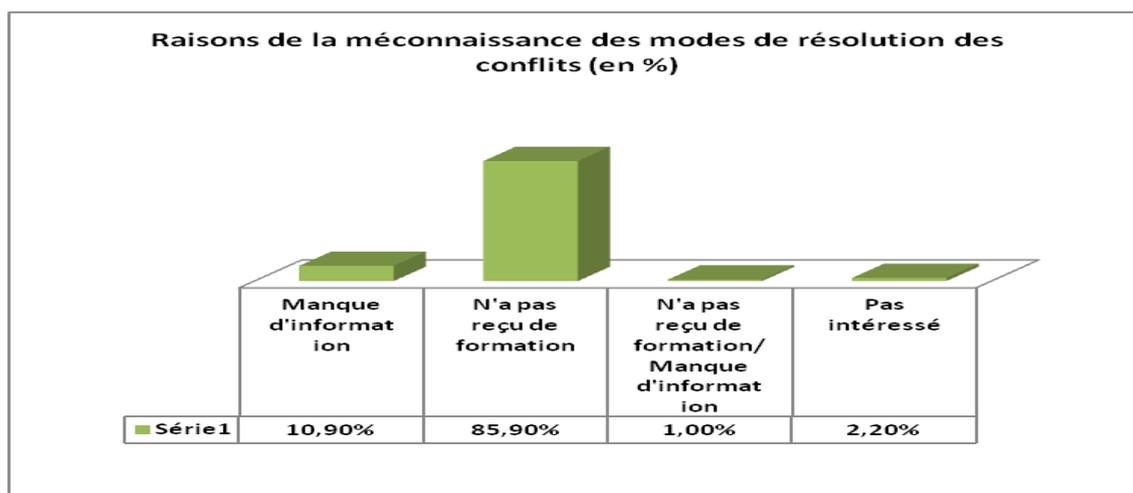
Le premier Président de la Côte d'Ivoire disait que « la Paix, ce n'est pas un mot, c'est un comportement. » En d'autres termes, la Paix doit être traduite dans les faits à travers le comportement de l'individu. Or cette Paix se construit et se façonne à travers l'éducation que reçoit l'individu. C'est à juste titre que les enseignants dans leur majorité (91,4%) ont indiqué que l'adoption d'un comportement de Paix est liée à l'éducation. A cet effet, les enseignants dans leur ensemble estiment que les conflits ont un impact sur la vie scolaire des élèves. Cet impact se traduit principalement par les échecs aux examens (59,1%), le retard dans le cursus (57,6%) et les exclusions (27,9%). En dehors de ces trois principales conséquences des violences sur vie des élèves, la baisse considérable du niveau des élèves, la démotivation liée aux grèves et à la fermeture des écoles et le traumatisme après une violence subie ont été cités.



**Figure 3: Impact des violences sur la vie scolaire selon les enseignants**

#### IV-1-5-2. Connaissances sur les principes de résolution des conflits

Les enseignants ont, dans leur majorité, (65,8%) affirmé connaître les principes de résolution des conflits. Parmi ceux qui ont affirmé connaître les principes de résolution des conflits, l'on note que 52,4% sont du cycle secondaire et 13,4% au niveau du cycle primaire. Par ailleurs, la répartition des enseignants par localité montre qu'en dehors d'Abobo et de Yopougon, dans toutes les autres localités, la proportion d'enseignants qui affirment connaître les modes de résolution des conflits est plus élevée que celle d'enseignants qui ont reconnu ne pas les connaître. Pour ceux qui ont affirmé ne pas connaître les modes de résolution des conflits, la principale raison réside dans l'absence de formation de ces derniers en matière de résolution des conflits (85,9%). Comme ils le disent eux-mêmes « nous n'avons pas reçu de formation dans ce domaine » d'où la nécessité de renforcer leurs capacités.



**Figure 4: Raisons de la méconnaissance des modes de résolution des conflits**

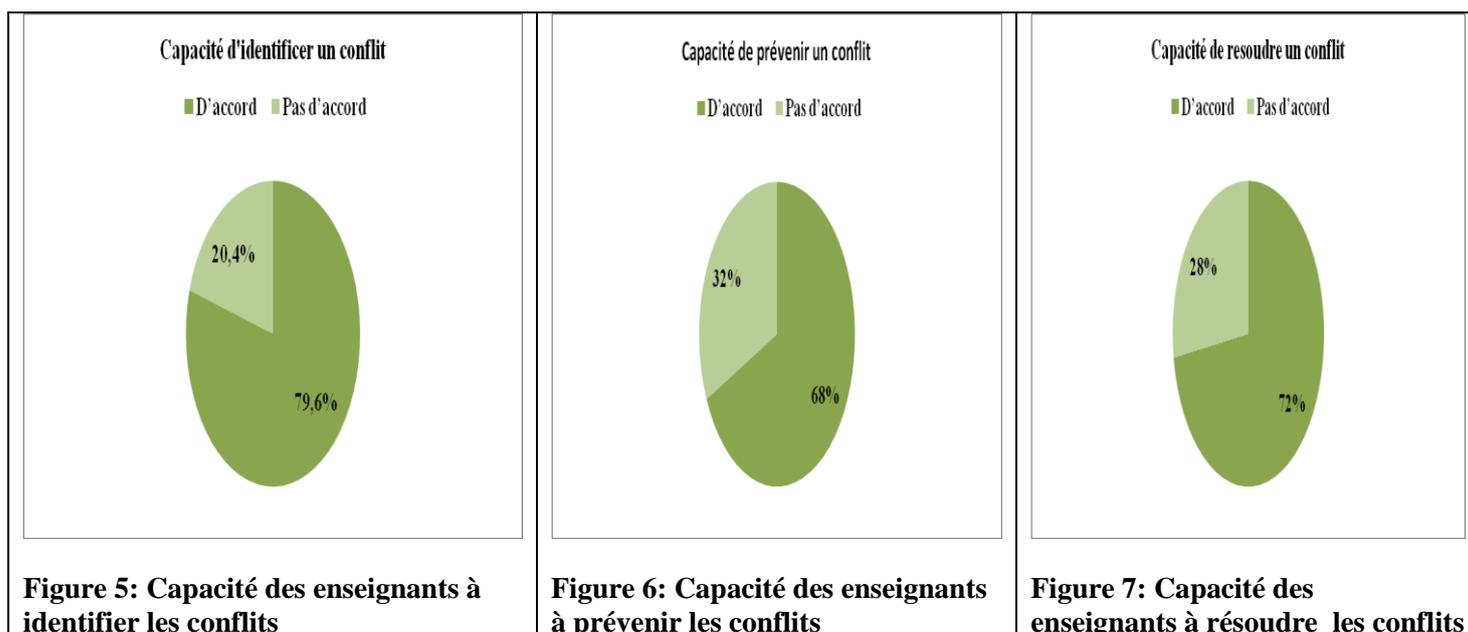
On note également que les enseignants qui ont affirmé connaître les modes de résolution des conflits, reconnaissent dans leur majorité que leur niveau de connaissance sur les principes de

résolution des conflits est loin d'être élevé. 78,8% d'entre eux ont, soit une faible connaissance (28,3%), soit une connaissance moyenne (50,6%) sur les principes de résolution des conflits. Le croisement des données par localité indiquent que les enseignants qui ont déclaré avoir une faible connaissance des principes de résolution des conflits se trouvent à Abidjan (62,3% à Abobo et 60,6% à Yopougon). La majorité des enseignants des établissements de l'intérieur du pays ont une connaissance moyenne des principes de résolution des conflits : 59,3% à Bouaké, 59,5% à Daloa, 91,9% à Duékoué, et 56,4% à Korhogo. La différence entre les enseignants (enseignants d'Abidjan et enseignants de l'intérieur du pays) peut s'expliquer par la partition du pays en deux (en dehors de Daloa). Les enseignants des zones ex CNO ont bénéficié de formations ou ont été informés sur les violences et la cohésion sociale avec le soutien des ONG.

#### **IV-1-6. Renforcement des capacités des enseignants**

##### **IV-1-6-1 Capacité des enseignants à identifier, à prévenir et à résoudre les conflits**

L'évaluation du niveau de connaissance des enseignants a permis de mettre en exergue le niveau moyen de l'ensemble des enseignants. En d'autres termes, les enseignants dans leur majorité ont quelques connaissances sur les principes de résolution des conflits. C'est à juste titre qu'ils affirment être capables d'identifier, de prévenir et de résoudre les conflits.



Comme l'indiquent les graphiques ci-dessus, 79,6% des enseignants se sentent capables d'identifier un conflit, 68% de prévenir un conflit et 72,5% de résoudre un conflit.

##### **IV-1-6-2 Formation en identification, prévention résolution des conflits**

Une chose est de se sentir capable d'identifier, de prévenir et de résoudre les conflits, une autre chose est d'avoir les capacités requises pour agir. A la question de savoir si les enseignants ont été formés en matière, il ressort un gap important à combler. Seulement 11,9% des enseignants ont reçu une formation (Figure 8).

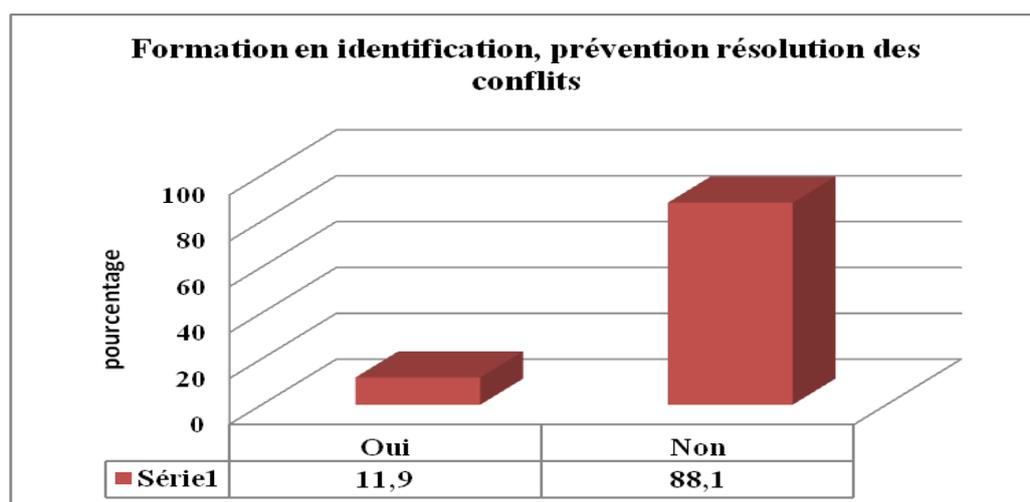


Figure 8: Formation en conflit

La faible proportion des enseignants formés aux principes de résolution des conflits traduit les besoins énormes à combler en matière de renforcement des capacités. Ces besoins sont d'ailleurs explicitement exprimés par les enseignants eux-mêmes.

#### IV-1-6-3. Besoins en renforcement de capacité

Tableau 1: Besoin en renforcement de capacité

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide Peu nécessaire	9	3,3	3,3	3,3
Nécessaire	64	23,8	23,8	27,1
Très nécessaire	196	72,9	72,9	100,0
Total	269	100,0	100	

Les enseignants dans leur majorité expriment avec force leur besoin d'être formés. Pour 72,9% d'entre eux, il est « très nécessaire » de les former quand 23,8% estiment qu'il est « nécessaire » de les former. Seulement 3,3% ont jugé ces formations « peu nécessaire ».

Au niveau des écoles primaires, on note qu'aucun enseignant n'a jugé la formation peu nécessaire. Tous ont estimé que le renforcement des capacités est soit « nécessaire » (22,2%), soit « très nécessaire » (77,8%).

Au niveau des établissements secondaires, seulement 4% des enseignants ont jugé le renforcement des capacités « peu nécessaire » contre 21% qui pense qu'il est « nécessaire » et 71,9% qui pensent qu'il est « très nécessaire ».

#### IV-1-7. Des cours d'EDHC à l'introduction de la BD comme matériel didactique

##### IV-1-7-1. Utilité des cours EDHC

Le cours d'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté (EDHC) est dispensé dans tous les établissements scolaires visités. 100% des enseignants interrogés ont affirmé que des cours EDHC sont dispensés dans leurs établissements. Son utilité dans le cursus des enfants et pour la promotion de la culture de la paix a été reconnue par la majorité des enseignants. Pour

64,3% des enseignants, le cours EDHC est très utile quand pour 32,3% le cours EDHC est utile soit 96,6% des enseignants. Seulement 1,5% ont jugé le cours peu utile et 1,9% inutile. L'utilité reconnue du cours EDHC tranche avec les capacités des enseignants à le dispenser de façon efficace. 64,7% des enseignants disent ne pas avoir de connaissances suffisantes pour dispenser le cours EDHC. A ce manque de connaissance, les enseignants dans leur majorité (82,2%) mentionnent ne pas se sentir suffisamment outillés (manque de matériel didactique) pour dispenser ce cours.

#### **IV-1-7-2. Introduction de la Bande Dessinée (BD)**

L'idée d'introduire la bande dessinée (BD) comme matériel didactique rencontre l'assentiment de l'ensemble des enseignants. 90,3% d'entre eux sont largement favorable à cette introduction contre 9,7% d'avis défavorables.

**Tableau 2: Avis sur l'introduction de la BD**

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Favorable	243	90,3	90,3	90,3
Non favorable	26	9,7	9,7	100,0
Total	269	100,0	100,0	

En dépit de cet engouement, les enseignants émettent quelques réserves. Pour eux, l'introduction de la BD nécessite des adaptations contextuelles. En d'autres termes, il faut adapter la BD aux outils pédagogiques déjà enseignés, adapter le contenu de la BD aux enfants et à leur environnement. Pour une réforme, les enseignants demandent que (1) des formations préalables soient organisées à leur endroit, (2) les établissements soient équipés en matériels pédagogiques pour faciliter la dispensation des cours.

## **IV-2- LES ELEVES DES ECOLES PRIMAIRES**

### **IV-2-1 Caractéristiques sociodémographiques des élèves**

#### **IV-2-1-1. Sexe**

Dans chacune des six (6) zones cibles de l'étude de base, l'outil d'enquête a été administré à 50 élèves, soit un effectif total de 300 élèves. Le tableau montre en effet qu'autant de filles (25) que de garçons (25) ont été interrogés dans chaque établissement primaire retenu pour la deuxième phase de l'étude de base. L'exigence de la parité s'explique par le fait que l'on veuille saisir le niveau de paix ou de conflits selon le genre, saisir l'appréciation que l'individu a de la paix selon qu'il soit une fille ou un garçon.

#### IV-2-1-2. Age

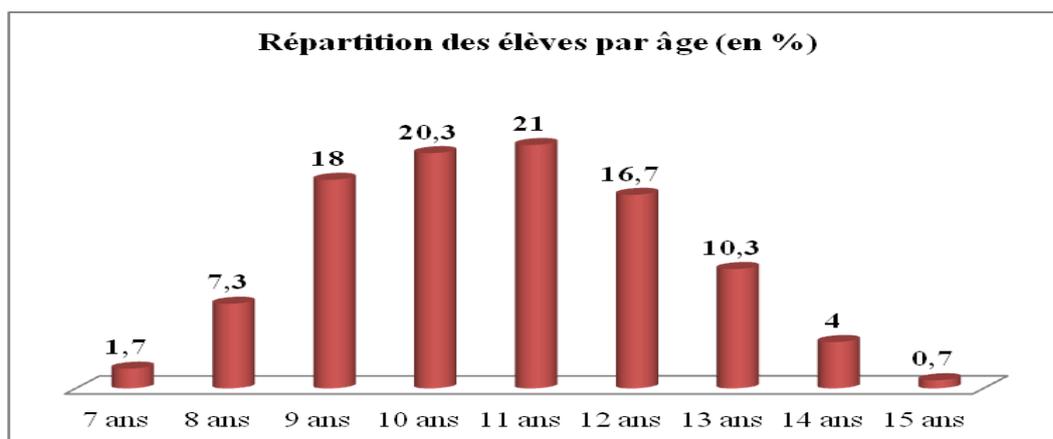


Figure 9: Répartition des élèves par âge

L'âge des élèves part de 7 ans pour le plus jeune à 15 ans pour les plus âgés. Sur les 300 élèves interrogés, 27% ont un âge compris entre 7 et 9 ans, 72,3% sont âgés de 10 à 14 ans et 0,7% ont au moins 15 ans.

#### IV-2-1-3. Nationalité

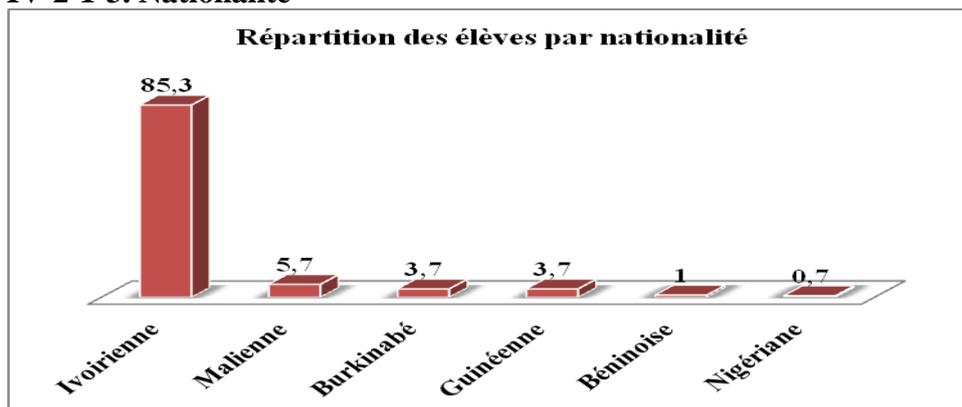


Figure 10: Répartition des élèves par nationalité

La population d'élèves enquêtés est composée essentiellement d'ivoiriens (85,3%), suivi des maliens (soit 14,7%). Les autres nationalités représentent 9,1% des enquêtés.

#### IV-2-1-4. Ethnie

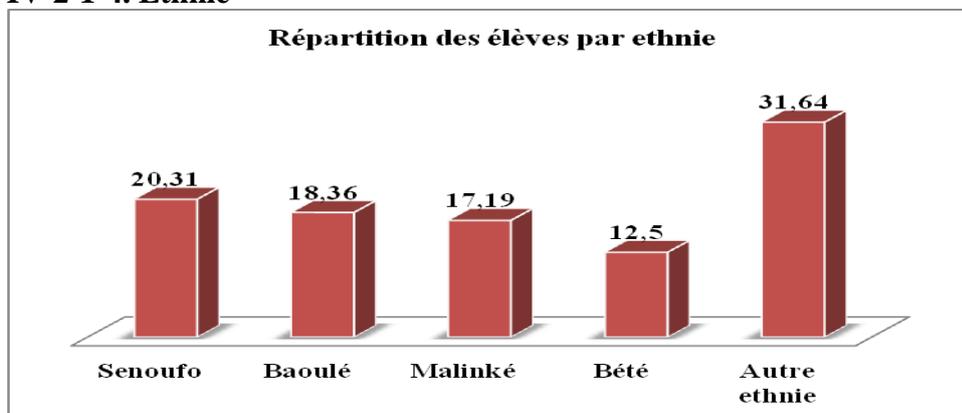


Figure 11: Répartition des élèves par ethnie

Toutes les ethnies ivoiriennes sont pratiquement représentées. Les Senoufo sont les plus représentés (20,31%), suivis respectivement des Baoulé (18,36%), des Malinké (17,19%) et des Bété (12,5%). Les autres ethnies représentent 31,64% des enquêtés.

## IV-2-2 Niveau de conflit et acteurs des conflits

### IV-2-2.1 Niveau de conflits

Les élèves reconnaissent l'existence de conflits dans leurs écoles. Pour la majorité, les conflits sont, certes réguliers, mais ponctuels (56,7%). Pour les autres, les conflits sont quotidiens et récurrents (9,3%), rares (20,3%) et inexistantes (13,7%).

La dispersion de ces conflits par école montre que l'EPP Plateau Port-Bouet 2 à Yopougon est l'école où les conflits sont quotidiens. Les Groupes scolaires Centre et Duékoué 2 sont les établissements où la paix semble régner.

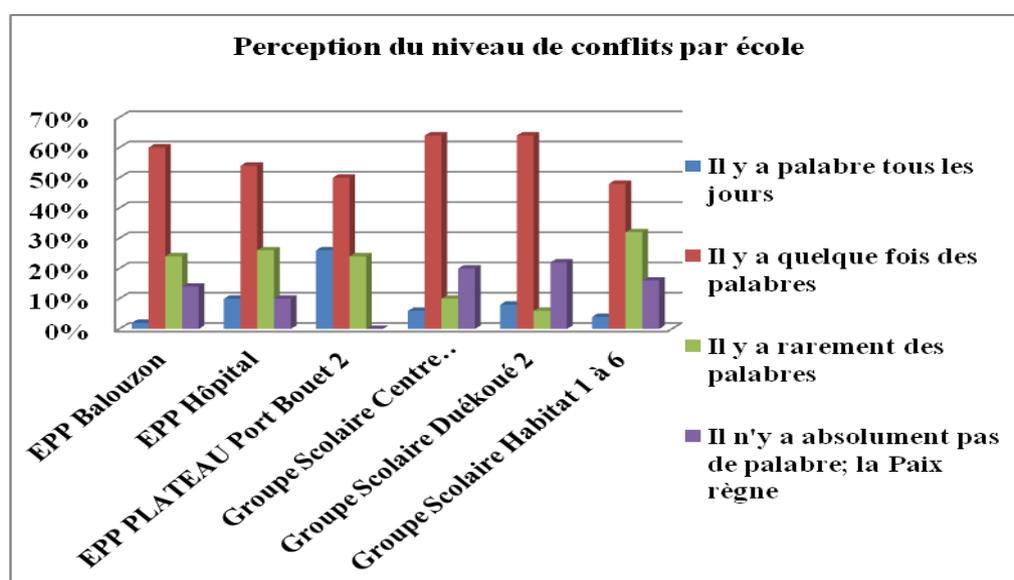


Figure 12: Perception du niveau de conflits par école

### IV-2-2.2 Acteurs des conflits

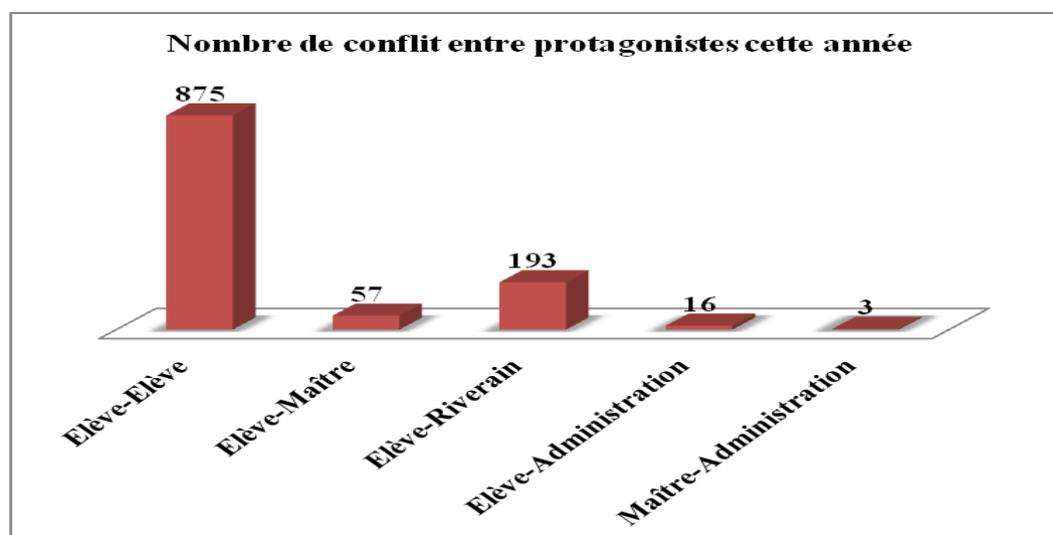


Figure 13: Nombre de conflits entre protagonistes cette année

### **✚ Nombre de conflits entre protagonistes**

Pour la majorité des élèves (66%), il subsiste des conflits dans les écoles. Cette année, la majorité des conflits a été identifié au niveau des élèves (Conflit Elève-Elève) avec 875 cas. Ensuite viennent les conflits avec les riverains (193 cas), les conflits avec les maîtres (57 cas), les conflits avec l'administration (16 cas) et les conflits entre les maîtres et l'administration (3 cas).

### **✚ Les conflits Elève-Elève**

20,3% des élèves enquêtés affirment qu'il n'y a pas encore eu de conflits entre les élèves au cours de cette année scolaire. 199 enquêtés (66,3%) soutiennent que leurs établissements ont déjà enregistré 1 à 5 conflits entre les élèves depuis la rentrée scolaire 2013-2014. Pour 11% des élèves, leurs écoles ont déjà été le théâtre de 6 à 10 conflits entre les élèves. Seulement 1,3% ont dénombré 11 à 15 conflits et 1% qui ont dénombré au moins 16. L'existence de conflits entre les élèves est inhérente à la cohabitation de plusieurs types de personnalités. Selon le Chef de service Vie Scolaire du Primaire (DRENET Korhogo), *« entre élèves, il y a des bagarres, des injures pour des motifs divers. Ils ne sont pas toujours outillés pour résoudre leurs conflits ; ils ignorent leurs droits et devoirs. La résolution des conflits suppose la connaissance des droits et devoirs par les antagonistes. Les maîtres eux-mêmes ne sont pas outillés pour cela »*.

### **✚ Les conflits Elève-Maître**

Sur l'effectif total des répondants, 275 élèves, soit 91,7% affirment que depuis la rentrée scolaire de 2013-2014, leurs établissements n'ont enregistré aucun conflit opposant des élèves aux enseignants. 24 répondants (12 à l'EPP Plateau Port-Bouet 2, 10 au Groupe Scolaire Centre et 2 à l'EPP Hôpital) reconnaissent qu'il y a déjà eu 1 à 5 conflits entre des élèves et des enseignants au cours de cette année. Enfin, 1 seul enquêté a affirmé que 10 conflits ont été dénombrés dans son établissement opposant des élèves et des enseignants. L'absence de conflits entre les élèves et les enseignants réside pour une grande part dans le respect et le dévouement que les premiers témoignent aux seconds.

### **✚ Les conflits Elève-Riverain**

240 élèves, soit 80% de l'effectif enquêté, affirment que leurs établissements n'ont enregistré aucun conflit opposant des élèves aux riverains depuis le début de la rentrée scolaire de 2013-2014. 53 répondants (18 à l'EPP Plateau Port-Bouet 2, 13 au Groupe Scolaire Centre, 10 au Groupe Scolaire Duékoué 2, 6 au Groupe Scolaire Habitat, 4 à l'EPP Hôpital et enfin 2 à l'EPP Balouzon) révèlent qu'il y a déjà eu 1 à 5 conflits entre des élèves et des riverains au cours de cette année. 5 élèves au total, dont 4 à l'EPP Plateau Port-Bouet et 1 au Groupe Scolaire Habitat, ont dénombré 6 à 10 conflits. Enfin, 2 enquêtés de l'EPP Plateau Port-Bouet 2 ont mentionné avoir dénombré au moins 15 conflits entre les riverains et les élèves.

### **✚ Les conflits Elève-Administration**

A l'instar des rapports que les élèves entretiennent avec le personnel enseignant, les rapports avec le personnel administratif sont empreints de respect, voire de crainte. Ainsi pour la majorité des élèves (97%), les conflits entre les élèves et les membres de l'administration sont quasi-inexistants. Les quelques conflits sont issus du refus de certains élèves de s'exécuter face à une punition ou lorsqu'il leur est demandé de collecter des ordures dans la cour de l'école, de balayer la salle de classe, etc.

### Les conflits Maître-Administration

Les conflits enseignants-administration sont rares. C'est d'ailleurs pourquoi les élèves dans leur grande majorité (99%) affirment n'avoir pas été témoins de conflit opposant les enseignants et les membres de l'administration de leur école.

Cette quasi absence de conflit s'explique par le respect mutuel entre enseignants et administration qui demeurent après tout des collègues. Par ailleurs, conscients de leur pleine responsabilité dans le modelage et l'orientation des élèves, les enseignants et les membres de l'administration s'efforcent autant que faire se peut de ne pas exposer les élèves à leurs différends ou à leurs clivages syndicaux.

### IV-2-3 Conflits actuels et nature des conflits

Les conflits actuels qui voient le jour dans l'environnement scolaire sont multiformes. On retrouve principalement les injures entre élèves, les injures des élèves à l'endroit des maîtres, les injures des élèves à l'endroit des directeurs, les casses et destructions de matériels didactiques, les bagarres opposant individuellement des élèves, les bagarres opposant des groupes d'élèves et les grèves.

Globalement, les résultats permettent de constater que les injures entre les élèves constituent les premiers conflits récurrents (82%), suivies des bagarres entre élèves (64%) (Figure 14)

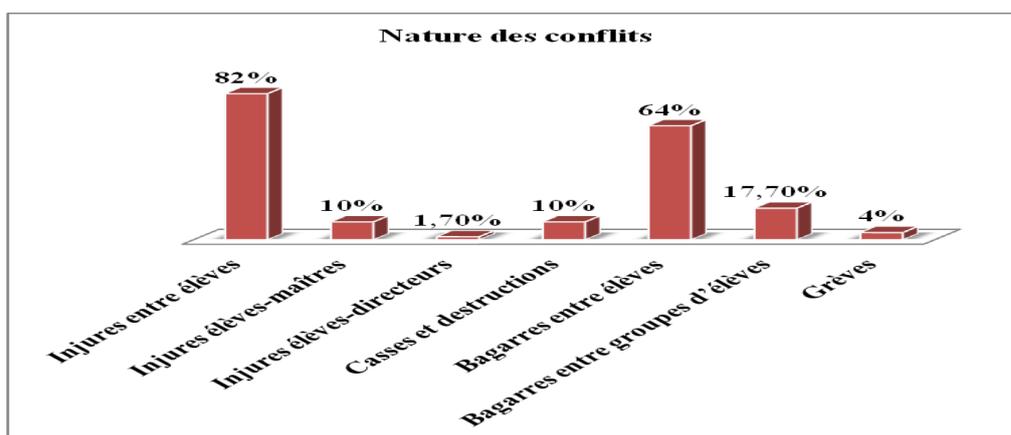


Figure 14: Nature des conflits

Par établissement, on note que :

**A l'EPP Balouzon de Daloa**, tous les élèves (100%) affirment que les injures entre élèves sont les plus récurrents. Ensuite, viennent les bagarres impliquant deux élèves (76%), puis les bagarres entre groupes d'élèves (16%) et les casses et destructions de biens (18%), et les grèves (12%). Enfin, les injures des élèves à l'endroit des maîtres (8%) ou du directeur (2%) sont quasiment inexistantes.

**A l'EPP Hôpital de Bouaké**, l'on note hiérarchiquement les injures entre élèves (88%), les bagarres opposant deux élèves (60%), les injures des élèves à l'endroit des maîtres (26%) et les bagarres entre groupes d'élèves (16%). Les injures des élèves à l'endroit du directeur sont rares (4%) et il n'y a ni de grève (0%), ni casses et destructions des biens (0%).

**A l'EPP Plateau Port-Bouet 2 de Yopougon**, les bagarres entre élèves sont les plus récurrents (80%), suivies des injures entre élèves (74%) et des bagarres opposant des groupes d'élèves (20%). L'on enregistre ensuite les injures des élèves à l'endroit des maîtres (10%) et

les destructions des biens publics (10%) Les grèves (2%) et injures à l'endroit du directeur (2%) sont très rares.

**Au Groupe Scolaire Centre de Korhogo**, les injures entre élèves (76%) et les bagarres entre élèves (72%) sont les conflits les plus récurrents. Les casses et destructions des biens (20%) et les bagarres entre groupes d'élèves (16%) sont ponctuels. Les injures à l'endroit des maitres (8%), du directeur (2%) et les grèves (6%) sont des conflits qui surviennent rarement.

**Au Groupe Scolaire Duékoué 2**, les injures entre élèves (66%) et les bagarres entre élèves (20%) sont les conflits les plus récurrents. En dehors de ces deux types de conflits, les autres surviennent dans une proportion négligeable ou n'existent pas ; cas des grèves (0%), des injures à l'endroit des maitres (8%) et des directeurs (0%) ou des bagarres entre des groupes d'élèves (2%) et destruction de biens (2%).

**Au Groupe Scolaire Habitat d'Abobo**, par ordre décroissant, on note les injures entre élèves (88%), les bagarres opposant des élèves (76%), les bagarres entre groupes d'élèves (36%). Il y a moins de casses et de destructions des biens (10%) et de grèves (4%). Enfin, les injures des élèves à l'endroit maitres (0%) ou des directeurs (0%) sont inexistantes

#### **IV-2-4 Conflits impliquant les élèves**

Tout comme au niveau des conflits identifiés, les injures constituent les premiers conflits dans lesquels les élèves sont impliqués (81%), suivies des bagarres qui impliquent deux élèves (62,7%), puis des bagarres rangées entre des groupes d'élèves (20%). Les élèves sont par ailleurs impliqués dans les destructions des biens publics (8,7%), les injures à l'endroit des enseignants (6,3%) et les grèves (3,3%). Enfin, ils sont faiblement impliqués (0,3%) dans les injures à l'endroit des directeurs (Annexe). Ici, l'on relève que les élèves sont directement ou indirectement impliqués dans tous les types de conflits qui surviennent dans l'environnement scolaire.

#### **IV-2-5 Rapports entre acteurs du système**

Différents acteurs sont en relations à la faveur du fonctionnement au quotidien du système scolaire. Certains font partie intégrante du système tandis que d'autres en sont externes, mais influencent un tant soit peu l'environnement ambiant du système scolaire. Dans cette partie, nous identifions le type de rapports qui existe entre les élèves eux-mêmes d'une part, entre les élèves, les enseignants, les directeurs et riverains d'autre part.

##### **IV 2-5-1. Rapports Elève-Elève**

Sur une échelle de qualification des rapports allant de « Très mauvais » à « Excellents », 64% des élèves affirment que les rapports entre élèves sont bons. 14,7% par contre estiment que ces rapports sont excellents, avec un pic au Groupe scolaire Duékoué 2, suivi de l'EPP Hôpital et du Groupe Scolaire Centre. En outre, 13% des élèves jugent les rapports entre élèves acceptables avec une prédominance à l'EPP Hôpital (11 élèves) et au Groupe Scolaire Habitat (9 élèves). A l'inverse, 7% 1,3% des élèves jugent les rapports respectivement mauvais et très mauvais.

##### **IV 2-5-2. Rapports Elève-Maître**

Concernant les rapports entre les élèves et les maitres, les enquêtés estiment qu'ils sont bons (59%) et excellents (33%). De façon spécifique, 98% des élèves de l'EPP Balouzon affirment que leurs rapports avec les maitres sont bons et excellents. Il en est de même pour ceux de l'EPP Hôpital (96%), du Groupe Scolaire Centre (94%), du Groupe Scolaire Duékoué 2

(98%) élèves et du Groupe Scolaire Habitat (96%). L'EPP Plateau Port-Bouet 2 enregistre le plus faible score: 70% des élèves. A l'inverse, l'EPP Plateau Port-Bouet 2 est l'école où beaucoup plus d'enquêtés affirment que les rapports entre les élèves et les enseignants sont soit très mauvais, soit mauvais ou acceptables (Annexe).

#### **IV 2-5-3. Rapports Elève-Directeur**

La quasi-totalité des élèves (94%) en dehors de ceux de l'EPP Plateau Port-Bouet 2 estiment que les élèves entretiennent de bons, sinon excellents rapports avec les directeurs.

Seuls 18 élèves (6%) jugent ces rapports très mauvais, mauvais ou acceptables, avec une prédominance à l'EPP Plateau Port-Bouet 2 (12 répondants soit 24% des élèves de cet établissement).

#### **IV 2-5-4. Rapports Elève-Riverain**

Dans l'ensemble, les rapports entre les élèves ne sont pas conflictuels. Ils sont bons (63,7%) voir excellents (22,7%). Seulement 4,7% des élèves les jugent mauvais et 0,7% très mauvais.

Par écoles, ces rapports sont positifs (bons et excellents à l'EPP Balouzon (92%), à l'EPP Hôpital (96%), au Groupe scolaire Centre (92%), au Groupe scolaire Duekoué 2 (100%) et au Groupe scolaire Habitat 1 à 6 (88%). La plus faible proportion se situe au niveau de l'EPP Plateau Port Bouet 2 (60%). C'est d'ailleurs dans cette école que la proportion des élèves qui jugent les rapports Elèves-Riverains mauvais ou très mauvais est élevée : 18% d'avis négatif.

#### **IV-2-6 Modes de règlement des conflits**

Afin de saisir les réactions-type des élèves face à un conflit où ils sont témoins ou acteurs directs, nous avons posé deux cas pratiques, l'un relatant une bagarre entre deux élèves et l'autre un fait flagrant de vol d'argent.

##### **IV-2-6-1. Cas de bagarres et d'injures**

Pour la majorité des élèves (75%), la première démarche est l'intervention personnelle pour séparer les protagonistes (arrêter la bagarre, faire cesser les injures) et les réconcilier (régler le litige). Cela traduit la forte implication des élèves dans la résolution de leurs différents avant toute autre forme d'intervention. D'ailleurs, 23% des élèves ont indiqué avoir recours au maître pour intervenir.

##### **IV-2-6-2. Cas de vol**

Contrairement au cas de bagarre où les élèves s'estiment capables d'intervenir, au niveau des cas de vols, leur premiers recours est le maître ou la maîtresse. En effet, pour 66,7% des élèves, le recours à l'enseignant est nécessaire pour le règlement. 14% par contre ont recours au voisin pour intervenir quant 7,3% estiment qu'il vaut mieux « laisser tomber l'affaire ». Dans tout les cas, le recours à une tierce personne est le mode privilégié de règlement des conflits.

#### **IV-2-7. Capacité de prévention des conflits**

##### **IV-2-7-1. Capacité de prévention des conflits Élève-Élève**

77% des élèves sont soit capables (57,7%) soit très capables (19,3%) de prévenir un conflit entre les élèves. Par contre 20% des élèves se disent incapables de prévenir un conflit. En dehors des élèves du Groupe Scolaire Habitat 1 à 6 où la proportion d'élèves qui s'estiment

incapables de prévenir un conflit (42%), dans les autres écoles, au moins les  $\frac{3}{4}$  des élèves affirment être capables de prévenir un conflit.

#### **IV-2-7-2. Capacité de prévention des conflits Elève-Maître**

La majorité des élèves (55%) affirme ne pas être capable de prévenir un conflit entre un élève et un enseignant. En dehors de l'EPP Plateau Port Bouet 2 (42%) et du Groupe scolaire Duekoué 2 (28%), la proportion d'élèves qui disent être incapables de prévenir un conflit entre un élève et un maître dans les autres écoles est élevée (environ 60%) avait une forte proportion à l'EPP Habitat 1 à 6 (74%).

#### **IV-2-7-3. Capacité de prévention des conflits Elève-Administration**

65% des élèves admettent ne pas pouvoir prévenir un conflit entre un élève et l'administration contre 7,7% qui se disent ni capable, ni incapables. Par contre ceux qui se disent capables ne représente que 27,3% des élèves soit un élève sur quatre. La majorité des élèves « incapables » de prévenir un conflit Elève-Administration se concentre à l'EPP Habitat 1 à 6 (86%).

#### **IV-2-7-4. Capacité de prévention des conflits Maître-Maître**

76,3% des élèves admettent qu'ils sont plus ou moins incapables de prévenir des conflits qui sont susceptibles d'opposer deux enseignants. On note que la totalité des élèves de l'EPP Balouzon (100%) sont incapables de prévenir les conflits, suivis des élèves du Groupe Scolaire Habitat (88%) et de l'EPP Hôpital (90%). Les élèves qui estiment être capables ou très capables de prévenir les conflits entre des enseignants fréquentent en majorité le Groupe Scolaire Duékoué 2 (56%), l'EPP Plateau Port-Bouet 2 (32%) et du Groupe Scolaire Centre (26%).

#### **IV-2-7-5. Capacité de prévention des conflits entre deux écoles**

34,3% des élèves enquêtés affirment être capables et très capables de prévenir des conflits entre deux écoles. Les élèves des Groupes Scolaires Duékoué 2 et Centre se distinguent particulièrement avec respectivement avec 62% d'élèves et 51% d'élèves. Il en est de même des élèves de l'EPP Plateau Port-Bouet 2 (36%) du Groupe Scolaire Habitat (26%). A l'opposé, 65,6% des élèves enquêtés affirment ne pas avoir la capacité de prévenir des conflits entre deux écoles. L'EPP Hôpital vient en tête avec 90% des élèves et 86 pour l'EPP Balouzon.

#### **IV-2-7-6. Capacité de prévention des conflits Elève-Riverain**

Les élèves qui affirment être capables ou très capables de prévenir les conflits entre les élèves et les riverains sont majoritairement issus du Groupe Scolaire Centre (70%), du Groupe Scolaire Duékoué 2 (31 élèves) et de l'EPP Plateau Port-Bouet 2 (62%). En revanche, ceux qui estiment être ni capables, ni incapables ou pas du tout capables de prévenir les conflits avec les riverains s'observent beaucoup plus à l'EPP Balouzon (88%), au Groupe Scolaire Habitat (80%) et à l'EPP Hôpital (70% élèves).

#### **IV-2-7-7. Capacité de prévention des conflits l'enquêté et autre élève**

Au niveau de la prévention des conflits entre l'enquêté lui-même et un autre élève, on note que la grande majorité des enquêtés (83,66%) est capable (ou très capable) de prévenir un conflit avec un autre élève. Les élèves capables de prévenir le conflit se concentrent dans les Groupes Scolaires Duékoué 2 (96%) et Centre de Korhogo (90%). L'EPP Balouzon (86%) et l'EPP Hôpital (86%) se classent en seconde position.

## **IV-2-8. Capacité de règlement des conflits**

### **IV-2-8-1. Capacité de règlement des conflits Elève-Elève**

La majorité des élèves est capable ou très capables de régler les conflits entre des élèves (79,4%) contre 16% qui ne se sentent pas capables de le faire.

Ceux qui affirment être capables, voire davantage, de régler les conflits entre des élèves se concentrent au niveau des Groupes Scolaires Centre (88%), Duékoué 2 (88%), et Habitat (88%). Les enquêtés des autres établissements le peuvent également, mais dans des proportions moindres : 70% à l'EPP Plateau Port-Bouet 2 ; 72% à l'EPP Hôpital et 62% à l'EPP Balouzon.

### **IV-2-8-2. Capacité de règlement des conflits Elève-Maître**

64,7% de la population des élèves affirment ne pas être capables de régler les conflits qui éclatent entre les maîtres et des élèves. Les proportions les plus élevées se constatent à l'EPP Hôpital (70%), à l'EPP Balouzon (66%) et au Groupe Scolaire Habitat (70%). En revanche, les élèves du Groupe Scolaire Duékoué 2 (50%), du Groupe Scolaire Centre (48%) et de l'EPP Plateau Port-Bouet 2 (34%) estiment qu'ils ont les capacités pour régler les conflits qui naissent entre des enseignants et des élèves.

### **IV-2-8-3. Capacité de règlement des conflits Elève-Administration**

Les élèves qui affirment ne pas être capables de régler des conflits entre les élèves et l'administration représentent 69% de l'effectif total contre 28,7% qui affirment être capables de régler des conflits entre le personnel administratif et les élèves avec une proportion importante au Groupe Scolaire Duékoué 2 (58%). Enfin, les enquêtés se sentant « très capables » de régler des conflits représentent 2,3% de l'effectif total.

### **IV-2-8-4. Capacité de règlement des conflits Maître-Maître**

Seulement 20,7% des élèves ont affirmé être capables des conflits entre deux maîtres. Les élèves du Groupe Scolaire Duékoué 2 et du Groupe Scolaire Centre sont les plus nombreux à être au moins capables de régler des conflits entre deux maîtres. En définitive, ce sont 79,33% des élèves qui estiment qu'ils n'ont pas la capacité d'intervenir dans un conflit opposant deux maîtres. Les élèves de l'EPP Balouzon, du Groupe Scolaire Habitat et de l'EPP Hôpital sont ceux qui ont révélé le plus leur incapacité à régler des conflits entre des maîtres.

### **IV-2-8-5. Capacité de règlement des conflits entre deux écoles**

71,3% des élèves s'estiment incapables de régler un conflit entre deux écoles contre 28,7% qui pensent être capables. Parmi ces élèves, on note 96% des élèves de l'EPP Hôpital, 92% des élèves de l'EPP Balouzon et 84% des élèves du Groupe Scolaire Habitat.

### **IV-2-8-6. Capacité de règlement des conflits Elève-Riverain**

Seulement 40% des élèves se disent capables de régler des conflits entre des élèves et des riverains avec 72% des élèves du Groupe Scolaire Centre, 66% des élèves du Groupe Scolaire Duékoué 2 et 42% des élèves du Groupe Scolaire Habitat. Par contre, les élèves qui estiment ne pas être du tout capables de régler des conflits élèves-riverains représentent 46,3% de l'ensemble des élèves. 9% des élèves affirment qu'ils ne sont pas trop capables de régler ce genre de conflits.

### **IV-2-8-7. Capacité de règlement des conflits entre l'enquêté et autre élève**

La grande majorité des élèves (80,6% de l'effectif total) affirment qu'ils sont capables ou très capables de régler un conflit qui se déclenche entre eux et un autre élève. Les élèves du

Groupe Scolaire Duékoué 2 sont les plus nombreux (98%), suivis des élèves du Groupe Scolaire Centre (92%) et des élèves de l'EPP Hôpital (80%). A l'inverse, seulement 19,3% des élèves affirment qu'ils ne sont pas capables de régler par eux-mêmes un conflit qui les oppose à un autre élève.

#### **IV-2-9. Utilité des cours EDHC**

Les cours d'EDHC sont dans l'ensemble jugés utiles. 35,7% des élèves estiment que ces cours d'EDHC sont utiles quand 60% se trouvent qu'il est très utile. De façon détaillée, 100% des élèves de l'EPP Balouzon et du Groupe Scolaire Duékoué 2 jugent le cours utile ou très utile ; la grande majorité des élèves de l'EPP Hôpital, de l'EPP Plateau Port-Bouet 2 et du Groupe Scolaire Centre affirment également que le cours d'EDHC est utile ou très utile. Il en est de même pour les élèves du Groupe Scolaire Habitat. Seulement 3% des élèves estiment que les cours d'EDHC ne sont pas trop utiles ou pas du tout utiles pour eux.

#### **IV-2-10- Connaissance et écoute de l'émission « Enfant en Action »**

L'émission « Enfants en action » est peu connue des enfants. Seulement 15,3% des élèves la connaissent. Parmi ceux qui ont affirmé la connaître 69,6% l'écoute.

### **IV-3- LES ELEVES DES COLLEGES ET LYCEES**

#### **IV-3-1- Caractéristiques sociodémographiques des collégiens et lycéens**

##### **IV-3-1-1 Sexe**

1724 élèves ont été interrogés sur l'ensemble des 12 établissements secondaires cibles de l'étude de base. Globalement, on note une parité plus ou moins parfaite entre les filles et les garçons au niveau de chaque établissement enquêté, excepté l'IGEP Duékoué et le Lycée Moderne de Duékoué où les quotas définis initialement (75 filles et 75 garçons) n'ont pas été atteints. Dans l'ensemble, 878 garçons (50,9%) et de 846 filles (49,1%). ont été interrogés

##### **IV-3-1-2 Age**

L'étude révèle que les élèves ont un âge compris entre 9 ans (les moins âgés) et 24 ans (les plus âgés). De façon détaillée, les élèves qui ont un âge oscillant entre 10 ans et 14 ans représentent 36,8% de l'effectif contre 52,6% pour ceux dont l'âge varie entre 15 ans et 19 ans. La dernière catégorie est constituée des élèves qui sont âgés de 20 ans à 24 ans et qui représentent 10,5% de l'effectif. L'âge moyen pour tous les élèves du secondaire confondus est de 15,65 ans. La population des élèves est à 89,5% très jeune.

##### **IV-3-1-3 Nationalité**

L'échantillon se divise en nationaux et non nationaux. Les nationaux représentent 94,3% des élèves enquêtés contre 5,7% de non nationaux. Parmi les non nationaux, les plus représentés sont les Burkinabé (2,6%) et les Maliens (1,7%). Les autres nationalités (Guinéenne, Béninoise, Nigériane, Nigérienne, Sénégalaise et Togolaise) sont représentées dans une faible proportion.

##### **IV-3-1-4 Ethnie**

Au niveau du cycle secondaire, l'on retrouve sensiblement toutes les ethnies ivoiriennes à travers les élèves qui fréquentent le système scolaire. L'étude indique que les Baoulé sont les plus représentés (26,3%), suivis respectivement des Sénoufo (20%) et des Malinké (11,5%), des Bété (4,8%), des Guéré (4,2%), des Agni (4,1%), des Yacouba (3,6%), des Attié ou Akyé (2,7%) et des Gouro (2,3%). Toutefois, l'on note un faible effectif au niveau des ethnies

comme le Mahouka, le Koyaka, l'Abbey, le Wobé, le Tagbana, l'Ebrié et le Kroumen pour ne citer que celles-là.

#### **IV-3-1-5 Niveau d'étude**

Les élèves du premier cycle représentent 58,6% de l'effectif total, contre 41,4% pour le second cycle. Quel que soit le niveau d'étude, les élèves partagent plus ou moins les mêmes expériences et appréhendent plus ou moins de la même manière leur environnement social et scolaire.

#### **IV-3-3-Niveau de conflit et de Paix**

##### **IV-3-3-1. Niveau de conflit**

De façon globale, pour tous les établissements réunis, l'on note que les conflits sont toujours d'actualité et apparaissent avec des fréquences variables. Ils sont rares selon 55,4% des élèves, nombreux selon 10,2% des élèves ou permanents selon 3,2% des élèves interrogés. Globalement, il faut retenir que pour 68,7% des élèves enquêtés, les conflits existent bel et bien dans les établissements contre 31,3% d'entre eux qui soutiennent le contraire, pour qui la paix règne, d'où absence de conflit dans les établissements. Mais la perception du niveau de paix/conflit diffère d'un élève à l'autre selon son école d'origine.

**A Korhogo**, 73,3% des élèves du Collège Moderne admettent qu'il y a quelques conflits dans l'établissement, mais qui n'entament pas gravement l'atmosphère de paix qui règne. Pour 9,3% d'entre eux, il y a de nombreux conflits et de graves conflits qui détériorent l'atmosphère de l'école en rendant les activités quotidiennes difficiles. Au Lycée Dominique Ouattara (ex Lycée Municipal de Korhogo), 54,6% des élèves interrogés affirment qu'il existe des conflits qui, globalement, n'altèrent pas la paix qui règne. Enfin, pour 45,4% des élèves de cet établissement, il n'y a aucun conflit ; la paix est totale.

**A Bouaké**, 70,6% des élèves interrogés au Lycée Moderne Djibo Sounkalo soutiennent que les conflits sont permanents, nombreux et affectent plus ou moins gravement l'atmosphère au sein de l'établissement. Il y a pour ainsi dire une situation permanente de tension au sein de l'école. Toutefois, selon 29,3% des élèves (44 sur 150), le lycée n'enregistre actuellement aucun conflit. Au Lycée Moderne Nimbo, 93 élèves (61,59%) affirment que les conflits sont permanents et nombreux. Ces conflits affectent à des degrés divers l'atmosphère dans l'établissement. Enfin, 58 élèves enquêtés (38,41% de l'effectif) admettent que leur établissement est exempt de conflit et que la paix y règne.

**A Daloa**, au le Lycée Moderne 1, 83,9% des élèves révèlent qu'il existe actuellement des conflits qui entament plus ou moins gravement l'atmosphère scolaire. Cette réalité est également observable au Lycée Moderne où 74% des élèves interrogés affirment la même chose. Cependant, on note que pour respectivement 16,1% et 26% des élèves du Lycée Moderne 1 et du Lycée Moderne Khalil, il y a actuellement absence de conflit dans leur école.

**A Duékoué**, le Collège IGEP et le Lycée Moderne ont fait l'objet de l'étude de base. Dans ces deux établissements, aucun élève n'a relevé l'existence de conflits graves ou de conflits en grand nombre. Au Collège IGEP, 90,9% des enquêtés affirment que la paix règne. Cette même observation est faite par 73,8% des élèves du Lycée Moderne. Toutefois, 9,1% des élèves du premier établissement et 26,2% des élèves du second estiment qu'il existe quelques conflits qui ne détériorent pas gravement l'atmosphère de paix qui règne.

**A Abobo**, 80,6% des élèves du Lycée Moderne 1 et 2 affirment qu'il existe actuellement des conflits au sein de l'établissement. Parmi eux, 33,8% estiment que ces conflits sont nombreux et permanents. A l'opposé, pour 19,3% des élèves interrogés, la paix règne dans l'établissement. Cette dernière affirmation est également attestée par 22,7% des élèves du Lycée Municipal qui font la même remarque. Cet avis n'est pas partagé par la grande majorité des élèves (77,3%) de cet établissement qui soutiennent qu'il y a actuellement des conflits qui fragilisent la situation de quiétude nécessaire à un apprentissage optimal des élèves.

**A Yopougon**, le Lycée Municipal Pierre Gadié et le Lycée Municipal d'Attécoubé présentent les mêmes caractéristiques en termes d'existence actuelle ou non de conflits. En effet, 88,6% élèves du Lycée Pierre Gadié et 88,7% du Lycée d'Attécoubé estiment que leurs établissements respectifs connaissent actuellement des conflits qui perturbent le fonctionnement régulier de l'école. Pour 11,4% des élèves du Lycée Pierre Gadié et 11,3% du Lycée d'Attécoubé au contraire, il n'y a aucun conflit au sein de leurs établissements et la paix est parfaite.

#### **IV-3-3-2. Niveau de Paix**

Pour apprécier le niveau de paix dans les établissements secondaires, une échelle a été réalisée, graduée de 1 à 5 avec les équivalences suivantes : la note 1 renvoie à l'existence dans l'établissement de conflits récurrents et fréquents induisant une tension permanente ; la note 2 renvoie à l'existence de conflits réguliers impliquant une atmosphère insoutenable ; la note 3 équivaut à la survenue de conflits périodiques induisant une atmosphère plus ou moins précaire ; la note 4 renvoie à l'existence de rares conflits induisant une atmosphère acceptable dans l'établissement ; la note 5 renvoie à l'absence de conflit impliquant une paix permanente et totale au sein de l'établissement. 78,9% des élèves attribuent une note comprise entre 1 et 4 à leurs établissements. De façon détaillée, 49,2% d'élèves estiment que les conflits sont rares et que l'atmosphère est acceptable dans leur établissement (note 4) ; 22,6% d'entre eux affirment que l'atmosphère est plus ou moins précaire avec des conflits périodiques (note 3) ; 4,8% des élèves révèlent que les conflits sont réguliers, rendant l'atmosphère générale insoutenable (note 2) ; 2,3% d'élèves soutiennent que la tension est permanente dans leurs établissements avec des conflits récurrents et permanents (note 1). Enfin, 21,1% des élèves enquêtés (363) affirment que la paix est permanente et totale au sein de leurs établissements (note 5). Pour mieux saisir les éventuelles disparités, nous procédons à une nouvelle lecture par localité afin de ressortir les notes de chaque établissement relativement à la situation de conflit ou de paix. Les lignes qui suivent sont consacrées à cette analyse situationnelle par établissement et par localité cible.

**Korhogo** : 73,3% des élèves du Collège Moderne estiment que leur établissement peut être noté à 4 (rares conflits) ou à 5 (absence de conflits) parce que l'atmosphère générale est acceptable, même si la paix n'est pas totale. Au Lycée Dominique Ouattara, ce sont 87,3% des élèves qui attribuent les notes 4 et 5 à leur établissement.

**Bouaké** : Les élèves du Lycée Moderne Djibo Sounkalé sont partagés quant à leur perception du niveau de la paix dans leur établissement. Pour 48,6% des élèves, le niveau de paix peut être compris entre les notes 1 et 3 tandis que pour 51,4% des élèves, la note du Lycée peut être comprise entre 4 et 5. Au Lycée Moderne Nimbo, 85,4% des élèves attribuent les notes 4 et 5 à l'établissement contre 14,56% qui lui affectent les notes de 1 à 3.

**Daloa** : Le tiers des élèves du Lycée Moderne 1 estime que la note de l'établissement peut être comprise entre 1 et 3 avec des conflits récurrents, réguliers ou périodiques qui ont un

impact négatif sur l'atmosphère générale. Les deux tiers soutiennent par contre que les conflits sont rares ou inexistants, d'où les notes 4 et 5 qu'ils attribuent à leur établissement. Au Lycée Moderne Khalil, 73,3% des élèves attribuent les notes 4 et 5 à leur établissement, induisant que les conflits sont rares ou inexistants. A l'opposé, 26,7% des élèves relèvent que leur établissement doit avoir une note comprise entre 1 et 3 parce qu'ils estiment qu'il existe encore des conflits récurrents, plus ou moins nombreux et périodiques.

**Duékoué :** La grande majorité des élèves (97,9%) du Collège IGEP affirme que les conflits sont rares, voire inexistants au sein de leur établissement ; ils lui attribuent par conséquent une note de 4 ou 5. Seulement 2 élèves estiment que l'établissement peut avoir les notes 2 ou 3. On remarque ces mêmes tendances au Lycée Moderne avec 94,4% des élèves qui sont favorables aux notes 4 et 5 pour leur établissement contre 7 élèves seulement qui lui affectent la note 3.

**Abobo :** Au Lycée Moderne 1 et 2, on note une égalité parfaite au niveau des élèves qui attribuent les notes 1 à 3 (50%) à l'établissement et pour les élèves qui lui attribuent les notes 4 ou 5 (50%). Au Lycée Municipal par contre, on note une relative prédominance des élèves qui estiment que les conflits sont rares ou inexistants (58%) sur les élèves qui affirment que le lycée peut avoir une note comprise entre 1 et 3 (42%).

**Yopougon :** 57,7% des élèves au Lycée Pierre Gadié attribuent les notes 4 ou 5 à l'établissement du fait que les conflits soient rares ou inexistants dans une moindre mesure. Pour les 65 autres élèves, les notes 1 à 3 correspondent mieux au niveau de paix de leur établissement, vu que l'on enregistre des conflits fréquents et périodiques rendant l'atmosphère insoutenable ou plus ou moins précaire. Cet avis est partagé aussi par 38% des élèves du Lycée d'Attécoubé pour qui l'atmosphère est rendue plus ou moins précaire du fait de la résurgence des conflits. A l'inverse, 62% des élèves jugent l'atmosphère acceptable, avec une paix plus ou moins permanente.

#### **IV-3-4- Nature des rapports entre les acteurs**

##### **IV-3-4-1. Rapport Elève-Elève**

La majorité des élèves (90,3%) admet que les rapports qui prévalent entre les élèves sont acceptables (22,3%), bons (50,1%) et excellents (18%). Ces rapports sont empreints de respect et de considération mutuels. Seulement 9,6% des élèves estiment que les rapports entre les élèves sont mauvais ou très mauvais.

Comme vu précédemment, nous faisons ici une lecture situationnelle par localité et par établissement pour mieux apprécier les rapports entre les différents acteurs du système scolaire.

**Korhogo :** 88,7% des enquêtés du Collège Moderne avancent que les élèves entretiennent entre eux des rapports acceptables qui participent de la cohésion au sein de l'établissement. Cette opinion n'est pas partagée par 11,3% qui estiment que les rapports entre les élèves sont au moins mauvais, sinon très mauvais. Au Lycée Dominique Ouattara, ce sont 93,4% des élèves enquêtés qui estiment que les rapports entre élèves au sein de l'établissement sont acceptables, bons ou très bons. Enfin, 6,6% d'enquêtés pensent que les rapports entre les élèves ne sont pas toujours bons.

**Bouaké :** Les rapports entre élèves du Lycée Moderne Djibo Sounkalo sont jugés acceptables (28%), bons (48,7%) et très bons (10,7%). Globalement, pour 87,4% des enquêtés, les rapports entre élèves sont propices au maintien d'un environnement scolaire paisible et studieux. Pour 94,7% des élèves enquêtés au Lycée Moderne Nimbo, les rapports qui existent entre les élèves sont acceptables, bons et très bons. Seulement 5,3% des enquêtés estiment que les élèves entretiennent de mauvais rapports.

**Daloa :** La quasi-totalité des élèves du Lycée Moderne 1 (96,6%) note que les élèves entretiennent globalement de bons rapports les uns à l'égard des autres. Au Lycée Moderne Khalil, 95,3% des enquêtés affirment également que les rapports entre élèves sont généralement bons. Toutefois, quelques élèves du Lycée Moderne 1 (3,4%) et du Lycée Moderne Khalil estiment que les élèves entretiennent de mauvais rapports.

**Duékoué :** 98 élèves enquêtés (99% de l'effectif) au Collège IGEP pensent que les élèves entretiennent globalement de bons rapports. Cette observation est également faite par les enquêtés du Lycée Moderne qui affirment à 96,8% que les rapports entre élèves sont bons et excellents.

**Abobo :** Au Lycée Moderne 1 et seulement 2, 22,7% des élèves enquêtés affirment que les rapports entre les élèves sont globalement mauvais contre 77,3% des élèves qui affirment le contraire. Cette dernière affirmation est également faite par 80,7% des élèves du Lycée Municipal contre 18,3% des élèves qui estiment que les rapports entre élèves sont mauvais.

**Yopougon :** 89,9% des élèves interrogés au Lycée Municipal Pierre Gadié jugent acceptables et bons les rapports que les élèves entretiennent entre eux contre seulement 10,1% des élèves qui pensent que les rapports entre élèves sont mauvais. Le tableau est plus ou moins identique au Lycée d'Attécoubé avec 88,6% des élèves enquêtés qui affirment que les rapports entre élèves sont globalement bons contre 11,4% des élèves qui affirment le contraire.

#### **IV-3-4-2. Rapport Élève-Professeur**

La majorité des enquêtés (92,8%) admet que les rapports qui existent entre les élèves et les professeurs sont bons (45,1%), acceptables (32,3%) et excellents (15,4%). Ces rapports sont empreints de respect, mais aussi de soumission des premiers aux seconds. Pour 7,2% des autres élèves, les rapports entre les élèves et les enseignants sont mauvais (6,3%) ou très mauvais (1%).

**Korhogo :** Au Collège Moderne, 89,3% des enquêtés affirment que les élèves entretiennent dans l'ensemble de bons et excellents rapports avec le corps professoral. Il en est de même au Lycée Dominique Ouattara où la quasi-totalité des enquêtés (97,4% de l'effectif) met en avant les bons et excellents rapports qui existent entre les élèves et les enseignants.

**Bouaké :** 92% des élèves interrogés au Lycée Moderne Djibo Sounkalo révèlent que les rapports entre élèves et enseignants sont généralement acceptables et bons. On retrouve cette appréciation sensiblement dans les mêmes proportions (94,04%) au Lycée Moderne Nimbo.

**Daloa :** 98,6% des élèves du Lycée Moderne 1 soutiennent majoritairement que les rapports élèves-enseignants sont bons (53,7%), acceptables (29,5%) et excellents (15,4%). Le Lycée Moderne Khalil présente le même tableau avec de bons rapports élèves-enseignants (44,7%), d'excellents rapports (30%) et des rapports acceptables (21,3%).

**Duékoué :** Tous les enquêtés du Collège IGEP sont unanimes pour dire que les rapports entre les élèves et les enseignants sont acceptables (10,1%), bons (71,7%) et excellents (18,2%). Aucun enquêté n'a mentionné l'existence de mauvais rapports entre les élèves et les professeurs. Au Lycée Moderne, on note également que les rapports entre élèves et enseignants sont bons (62,7%), acceptables (19,8%) et excellents (10,3%). Seuls quelques élèves (7,1%) estiment que les élèves et les professeurs entretiennent de mauvais rapports.

**Abobo :** 87,3% enquêtés du Lycée Moderne 1 et 2 admettent que les élèves entretiennent globalement des rapports acceptables et de bons rapports avec leurs enseignants, quand 12,7% affirment le contraire. La majorité des enquêtés du Lycée Municipal estime aussi que les rapports élèves-enseignants sont acceptables (60%), bons (25,3%) et excellents (6%). Toutefois, 8,7% des enquêtés soutiennent que les rapports avec les enseignants sont tout aussi mauvais.

**Yopougon :** Les élèves du Lycée Pierre Gadié estiment que les rapports élèves-enseignants sont bons dans l'ensemble (57%), acceptables (27,5%) et excellents (3,4%). Au Lycée d'Attécoubé, 88,6% des élèves affirment également que les élèves entretiennent avec leurs enseignants de bons rapports (48%) et des rapports acceptables (39,3%).

#### **IV-3-4-3. Rapport Elève-Administration**

La majorité des enquêtés (90,4%) affirme que les rapports qui existent entre les élèves et les membres de l'administration sont bons (48,1%), acceptables (25,5%) et excellents (16,8%). Ces rapports sont empreints de respect, de soumission des premiers aux seconds, mais aussi et surtout de contrôle des premiers par les seconds (éducateurs, censeurs, conseillers...). Seulement (7,8%) des élèves estiment que ces rapports sont mauvais ou très mauvais (1,8%).

**Korhogo :** 7,4% des élèves interrogés au Collège Moderne sont formels quant aux mauvais rapports qui existent entre les élèves et l'administration. Cependant, la majorité reconnaît que les rapports élèves-administration sont acceptables (10,7%), bons (50%) voire excellents (32%). On observe des tendances sensiblement identiques au Lycée Dominique Ouattara avec la grande majorité des élèves qui admet que les rapports élèves-administration sont acceptables (16%), bons (36%) et excellents (40%).

**Bouaké :** Les élèves du Lycée Moderne Djibo Sounkalo estiment à 90,7% que l'administration entretient des rapports acceptables (37,3%), de bons rapports (48,7%) et d'excellents rapports (4,7%) avec les élèves. Au Lycée Moderne Nimbo, ce sont 96,7% des élèves qui affirment que les rapports élèves-administration sont bons dans l'ensemble (45,7%), acceptables (22,3%) et excellents (29,7%). On note tout de même des avis contraires chez 9,3% des élèves du Lycée Moderne Djibo Sounkalo et 3,3% élèves du Lycée Moderne Nimbo.

**Daloa :** La totalité des enquêtés (100%) du Lycée Moderne 1 affirment que les rapports élèves-administration sont acceptables (19,5%), bons (59,1%) et excellents (19,5%). Il en est de même pour les élèves du Lycée Moderne Khalil qui jugent les rapports élèves-administration acceptables (18%), bons (48,7%) et excellents (31,3%).

**Duékoué :** Tous les enquêtés du Collège IGEP admettent que les élèves entretiennent des rapports acceptables (10,1%), de bons rapports (71,7%) et des rapports excellents (18,2%) avec les membres de l'administration. Au Lycée Moderne, 26,2% des élèves affirment que les

rapports élèves-administration sont également acceptables, généralement bons (58,7%) et excellents (4%).

**Abobo :** Au Lycée Moderne 1 et 2, 22% des élèves estiment que les rapports élèves-administration sont mauvais (16%), voire très mauvais (6%). A l'opposé, 78% des élèves interrogés pensent que les rapports sont globalement acceptables (40,7%), bons (30,7%) et excellents (6,6%). Le Lycée Municipal présente un tableau plus ou moins similaire avec 76,7% des élèves pour qui les rapports élèves-administration sont acceptables et bons dans l'ensemble.

**Yopougon :** Au Lycée Pierre Gadié, les rapports que les élèves entretiennent avec les membres de l'administration sont bons (53%), acceptables (26,2%) et excellents (3,4%). Seulement 17,4%, les rapports sont plutôt mauvais.

Au Lycée d'Attécoubé, la grande majorité des élèves (93,4%) admettent que les rapports élèves-membres de l'administration sont bons et acceptables dans l'ensemble.

### **IV-3-5-Conflits majeurs affectant l'école et conflits impliquant les élèves**

#### **IV-3-5-1. Conflits majeurs affectant l'école**

Les conflits majeurs qui affectent les établissements sont de diverses natures et ont une incidence directe sur l'atmosphère générale de paix/tension qui règne dans les établissements. Les disputes entre élèves (45,2% des élèves) et les bagarres entre élèves ou groupes d'élèves sont les conflits majeurs les plus récurrents (44,9% des élèves interrogés), suivis des mouvements de grève (28,7%), des vols d'objets divers (25%) et des injures à l'endroit des enseignants et du personnel administratif (24,1%). Des actes de vandalisme (6,6%) ont également été mentionnés par les élèves. L'approche par localité situe mieux sur ces différents aspects pour chaque établissement enquêté.

**Korhogo :** Le Collège Moderne et le Lycée Dominique Ouattara présentent des caractéristiques plus ou moins similaires. On constate que les bagarres entre élèves sont les conflits qui affectent le plus ces établissements, selon respectivement 61,3% et 57,3% des élèves de chaque établissement. Ensuite, viennent les disputes entre élèves pour 58% des élèves du Lycée Dominique Ouattara et 54% des élèves du Collège Moderne. D'autres conflits tels les injures, les vols d'objets et les grèves affectent également les établissements de Korhogo. Enfin, il existe des actes de vandalisme qui sont perpétrés dans les établissements secondaires, selon 7,3% des élèves du Lycée Dominique Ouattara et 4,7% des élèves du Collège Moderne.

**Bouaké :** Au Lycée Moderne Djibo Soukalo, les premiers conflits qui affectent l'établissement sont les bagarres entre élèves (40%) et les disputes entre élèves (34%). On enregistre aussi des vols de tous ordres (32%), les injures faites aux enseignants et au personnel administratif (22,7%) et les grèves (21,3%). Il y a enfin, selon 6,7% des élèves, des actes de vandalisme au sein de l'établissement. Au Lycée Moderne Nimbo, les disputes entre élèves (58,9%) et les injures proférées aux enseignants et aux membres de l'administration (38,4%) sont les conflits qui affectent le plus l'établissement. Ils sont suivis des bagarres entre élèves (27,8%), des vols (17,2%) et des grèves (15,9%). Enfin, seulement 2% des élèves interrogés relèvent quelques actes de vandalisme dans l'établissement.

**Daloa :** Le Lycée Moderne 1 est réputé pour les grèves et les arrêts de cours, selon 75,2% des élèves interrogés. On y relève également les disputes entre élèves (34,9%), les bagarres entre élèves (30,2%), les injures à l'endroit des enseignants/personnel administratif, les vols (4%) et les destructions de matériels didactiques ou de biens publics (4%). Le Lycée Moderne Khalil est également réputé pour les grèves (43,3%), les disputes entre élèves (40,7%) et les bagarres entre élèves (39,3%). A ces conflits ou actes de violences, s'ajoutent les vols divers (11,3%), les injures à l'endroit du personnel enseignant et administratif (10,7%) et les destructions de biens publics (9,3%).

**Duékoué :** Les grèves (arrêts ou perturbations de cours) affectent davantage le Collège IGEP (34,3% des élèves) et le Lycée Moderne (30,2%). Au niveau du Lycée, on note par ailleurs l'ampleur des injures aux enseignants et personnels administratifs (26,2% des élèves) et les disputes qui éclatent entre des élèves (23,8%). Les vols d'objets, les actes de vandalisme et les bagarres entre élèves sont entre autres des conflits affectant l'établissement, relevés respectivement par 15,1%, 5,6% et 3,2% des élèves. Au Collège IGEP, outre les grèves, les élèves soulignent également l'éclatement de disputes entre eux (16,2%), les bagarres entre élèves (8,1%) et les injures faites aux enseignants/administration (8,1%). Enfin, les élèves soutiennent à 7,1% qu'il y a des actes de vandalisme et des vols divers (2%).

**Abobo :** Le Lycée Municipal et le Lycée Moderne 1 et 2 peuvent être considérés comme des espaces favorables à l'émergence et à l'amplification des conflits. Dans le premier établissement, 70% des élèves rapportent que les bagarres entre eux sont quasi quotidiens, suivies des disputes entre élèves (62% des élèves), des vols (49,3%) et des grèves (36%). Les injures à l'endroit des enseignants et de l'administration (28,7%) et les actes de vandalisme (12%) sont également relevées par les élèves. au Lycée Moderne 1 et 2, on note la même proportion d'élèves qui indexent les bagarres opposant des élèves contre 55,3% qui mentionnent les disputes entre élèves et 44,7% pour les grèves. Enfin, respectivement 38,7%, 32% et 16,7% des élèves interrogés soutiennent l'existence d'injures à l'endroits des personnels enseignant et administratif, de vols et d'actes de destruction de biens publics et de matériels didactiques.

**Yopougon :** Le Lycée Pierre Gadié et le Lycée d'Attécoubé enregistrent des scènes de violences physiques au sein des élèves. En effet, les bagarres entre élèves (54,4% et 58%), les disputes entre élèves (46,3% et 45,3%) ainsi que les vols d'objets divers (24,2% et 33,3%) constituent les conflits qui affectent le plus ces établissements. Il faut également mentionner les injures et autres propos déplacés à l'endroit des enseignants et du personnel administratif (28,2% et 16%), les grèves (10,7% et 4%) et les détériorations de matériels didactiques ou de biens publics (2,7%) et 0,7%).

#### **IV-3-5-2. Nombre de conflits cette année**

Depuis rentrée scolaire 2013-2014 fixée au 16 septembre 2013 jusqu'à la période de l'étude de base (18 au 20 novembre 2013), soit seulement après 2 mois le démarrage effectif de cours, les conflits enregistrés entre les différents acteurs internes ou externes du système scolaire sont numériquement significatifs. En effet, déjà 2281 conflits de divers ordres ont opposé les élèves entre eux, 497 conflits entre élèves et enseignants, 470 conflits entre élèves et riverains. Le tableau indique également 225 cas de conflits ayant opposé des élèves aux membres de l'administration et, enfin, 87 cas de conflits entre les enseignants et les membres de l'administration. Dans les lignes qui suivent, nous procédons à une lecture par localité pour mieux isoler les établissements confligènes.

**Korhogo :** 232 cas de conflits ont déjà opposé les élèves et 35 cas de conflits entre des élèves et des enseignants au sein du Collège Moderne. On note également 35 conflits entre des élèves et les riverains, 4 cas de conflits opposant les élèves à l'administration et 1 seul cas de conflit entre les enseignants et l'administration. Le Lycée Dominique Ouattara présente sensiblement les mêmes caractéristiques avec 197 cas de conflits entre élèves, 40 cas de conflits élèves-enseignants, 45 conflits élèves-riverains, 4 cas de conflits élèves-administration et 3 conflits ayant opposé l'administration aux enseignants.

**Bouaké :** Le Lycée Nimbo totalise 216 cas de conflits ayant éclaté entre des élèves contre 199 cas pour le Lycée Moderne Djibo. En dehors de cet aspect, le Lycée Moderne Djibo est l'établissement de Bouaké qui enregistre le plus de conflits, devant le Lycée Nimbo. Le tableau indique clairement que 67 cas de conflits ont déjà mis aux prises des élèves et des enseignants dans le premier établissement contre 24 dans le second. Il en est de même pour les conflits élèves-riverains (23 au Lycée Djibo, 4 au Lycée Nimbo), les conflits élèves-administration (26 au Lycée Djibo, 12 au Lycée Nimbo) et les conflits enseignants-administration (14 au Lycée Djibo, 2 au Lycée Nimbo).

**Daloa :** Au Lycée Moderne 1, les élèves ont été déjà impliqués dans 91 conflits les opposant entre eux, dans 23 conflits avec des enseignants et dans 17 conflits avec les membres de l'administration. On enregistre par ailleurs 11 cas de conflits qui ont opposé des enseignants à l'administration. Au Lycée Moderne Khalil, ce sont 119 cas de conflits qui ont été recensés entre les élèves eux-mêmes, 29 cas de conflits entre les élèves et leurs enseignants, 16 cas de conflits entre les élèves et les riverains et 21 cas de conflits entre les élèves et le personnel administratif (éducateurs, censeurs, etc.). L'on dénombre enfin 2 cas de conflits entre des enseignants et l'administration.

**Duékoué :** Globalement, il y a peu de cas de conflits au Collège IGEP : 16 cas de conflits élèves-élèves, 7 conflits élèves-enseignants, 8 conflits élèves-riverains, 4 conflits élèves-administration, 2 cas de conflits enseignants-administration. Au Lycée Moderne par contre, on dénombre beaucoup plus de conflits entre les différents acteurs : 82 cas de conflits entre les élèves eux-mêmes, 31 cas de conflits élèves-enseignants, 16 conflits élèves-riverains, 9 conflits élèves-administration et 12 cas de conflits enseignants administration.

**Abobo :** En dehors des conflits élèves-riverains où le Lycée Moderne 1 et 2 totalise moins de conflits (66) que le Lycée Municipal (90), pour les autres oppositions, il devance largement le Lycée Municipal. En effet, on enregistre 262 cas de conflits élèves-élèves au Lycée Moderne 1 et 2 contre 203 au Lycée Municipal. C'est le même constat pour les conflits élèves-enseignants (60 contre 48), les cas de conflits élèves-administration (76 contre 19) et les conflits opposant les enseignants à l'administration (12 cas contre 6).

**Yopougon :** Le Lycée Municipal d'Attécoubé excelle dans les conflits élèves-élèves (337 cas), les conflits élèves-enseignants (76 cas) et les conflits enseignants-administration (7 cas). On note également 63 cas de conflits entre les élèves et les riverains et 14 cas de conflits entre les élèves et les membres de l'administration. Au Lycée Pierre Gadié, les conflits opposant les élèves entre eux sont fréquents (323 cas), suivis des conflits élèves-riverains (91 cas) et des conflits élèves-enseignants (56 cas). 27 cas de conflits ont mis aux prises les élèves et les membres du personnel administratif. Enfin, 1 seul cas de conflit enseignants-administration a été identifié.

En définitive, de façon générale, pour tous les établissements cibles confondus, le Lycée Municipal d'Attécoubé occupe la première place pour les cas de conflits élèves-élèves (337

cas) et les conflits élèves-enseignants (76 cas). Le Lycée Moderne Djibo Sounkalo de Bouaké est classé 2<sup>ème</sup> pour les conflits élèves-enseignants avec 67 cas enregistrés depuis la rentrée scolaire 2013-2014. Le Lycée Pierre Gadié vient en seconde position pour les cas de conflits élèves-élèves (323 cas) et en première ligne pour les conflits opposant les élèves aux riverains (91 cas). Le Lycée Municipal d'Abobo occupe la seconde place en ce qui concerne les conflits élèves-riverains (90 cas). Au niveau des conflits élèves-administration, le Lycée Moderne 1 et 2 d'Abobo vient en tête avec 76 cas de conflits, secondé par le Lycée Pierre Gadié de Yopougon avec 27 cas de conflits. Enfin, pour les cas de conflits opposant les enseignants à l'administration, le Lycée Moderne Djibo Sounkalo de Bouaké occupe la première place (14 cas) devant le Lycée Moderne de Duékoué et le Lycée Moderne 1 et 2 d'Abobo, 2<sup>ème</sup> ex-æquo. Le tableau ci-dessous présente un récapitulatif du classement des établissements selon le nombre des conflits enregistrés depuis le début de l'année scolaire 2013-2014.

#### **IV-3-5-3. Conflits impliquant les élèves**

Nous avons plus haut que des conflits de diverses natures affectent les établissements et ont une incidence directe sur l'atmosphère générale de paix/tension qui y règne. Les conflits impliquent plusieurs acteurs dont les plus importants sont les élèves eux-mêmes. Si l'on se réfère au tableau ci-dessus, on note que les élèves sont impliqués dans les disputes (41,3% des élèves interrogés) et les bagarres entre élèves ou groupes d'élèves (39% des élèves interrogés), suivis des mouvements de grève ou de perturbation des cours (25,1%), des vols d'objets divers (21,9%) et des injures à l'endroit des enseignants et du personnel administratif (20,6%). Les élèves sont par ailleurs impliqués dans des actes de vandalisme, selon 5,2% des enquêtés. La lecture par localité permet de mieux appréhender ces différents aspects pour chaque établissement enquêté.

**Korhogo :** Le Collège Moderne et le Lycée Dominique Ouattara présentent des caractéristiques plus ou moins similaires. Les élèves sont davantage impliqués dans les bagarres (47,3% et 48,7%) et les disputes (42,7% et 53,3%). Ensuite, on retrouve les élèves dans les vols (30,7% au Collège Moderne et 21,3% au Lycée Dominique Ouattara), les injures à l'endroit des enseignants et du personnel administratif (30% et 23,3%). Les élèves sont aussi acteurs des grèves (22,7% et 14%) et des actes de vandalisme de tous genres (2,7% et 4%).

**Bouaké :** Au Lycée Moderne Djibo Sounkalo, les premiers conflits dans lesquels les élèves se trouvent impliqués sont les disputes (38%) et les bagarres (34%). Ils sont également impliqués dans les vols de tous ordres (31,3%), les grèves (21,3%), les injures faites aux enseignants et au personnel administratif (20,7%) et enfin, selon 8% des élèves, dans des actes de vandalisme au sein de l'établissement.

Au Lycée Moderne Nimbo, les élèves sont principalement impliqués dans les disputes (55%) et les injures proférés aux enseignants et aux membres de l'administration (36,4%). On les retrouve également acteurs dans les bagarres entre élèves (26,5%), les vols (17,2%) et les grèves (15,2% des élèves). Enfin, seulement 2% des élèves interrogés relèvent que des élèves sont impliqués dans les actes de vandalisme au sein de l'établissement.

**Daloa :** Les élèves du Lycée Moderne 1 sont réputés pour leur implication effective dans les grèves et les interruptions de cours, selon 73,8% des élèves interrogés. Ils sont aussi impliqués dans les disputes entre élèves (35,6%), les bagarres entre élèves (28,2%), les injures à l'endroit des enseignants/personnel administratif (8,7%), les vols (3,4%) et les destructions de matériels didactiques ou de biens publics (6,7%). Les élèves du Lycée Moderne Khalil sont eux aussi réputés pour les grèves (43,3%), les disputes entre élèves (41,3%) et les bagarres

entre élèves (37,3%). A ces conflits ou actes de violences, s'ajoutent les vols divers (14,7%), les injures à l'endroit du personnel enseignant et administratif (12%) et les destructions de biens publics (5,3%) dans lesquels les élèves sont impliqués.

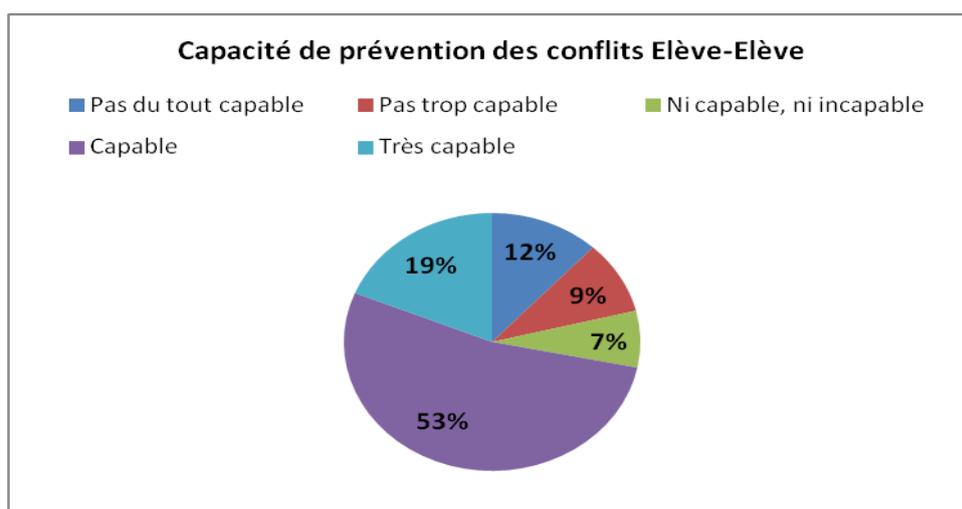
**Duékoué :** Les élèves sont généralement impliqués dans les grèves (interruptions ou perturbations de cours) au Collège IGEP (15,2% des élèves) et le Lycée Moderne (29,4%). Au niveau du Lycée, on note que les élèves sont beaucoup plus impliqués dans les injures aux enseignants et personnels administratifs (32,5% des élèves) et les disputes qui éclatent entre eux (19,2%). Les vols d'objets et les bagarres entre élèves sont entre autres des conflits impliquant les élèves de l'établissement, relevés respectivement par 13,5% et 4% des élèves. Au Collège IGEP, en dehors des grèves, les élèves sont impliqués dans les disputes (16,2%) les bagarres entre élèves (5,1%) et les injures faites aux enseignants/administration (6,1%). Enfin, les enquêtés révèlent que les élèves sont impliqués dans les actes de vandalisme (1%) et les vols divers (5,1%).

**Abobo :** Le Lycée Municipal connaît une forte implication des élèves dans les bagarres (64% des élèves) et les disputes (58,7%). On retrouve également les élèves dans les grèves (33,3%), les vols (30,7%), les injures aux enseignants/personnel administratif (26%). Enfin, les élèves sont impliqués dans les actes de vandalisme (15,3%). Au Lycée Moderne 1 et 2, on note sensiblement les mêmes proportions d'élèves qui soutiennent que les élèves sont impliqués dans les bagarres (60,7%), dans les disputes entre élèves (54,7%). Enfin, respectivement 30,7%, 26% et 15,3% des élèves interrogés affirment que les élèves sont impliqués dans les vols, les injures et les destructions de biens publics.

**Yopougon :** Les élèves du Lycée Pierre Gadié et du Lycée Municipal d'Attécoubé sont principalement impliqués dans les bagarres (52,3% et 42,7%), les disputes entre élèves (34,2% et 34%) au sein de leurs établissements. On les retrouve également dans les vols de divers objets (24,8% et 24%), les injures proférés à l'endroit des enseignants/administration (20,1% et 6,7%), les actes de vandalisme (2% et 4%) et les grèves (4% et 0,7%).

#### **IV-3-6- Capacités de prévention des conflits**

##### **IV-3-6-1. Capacité de prévention des conflits Elève-Elève**

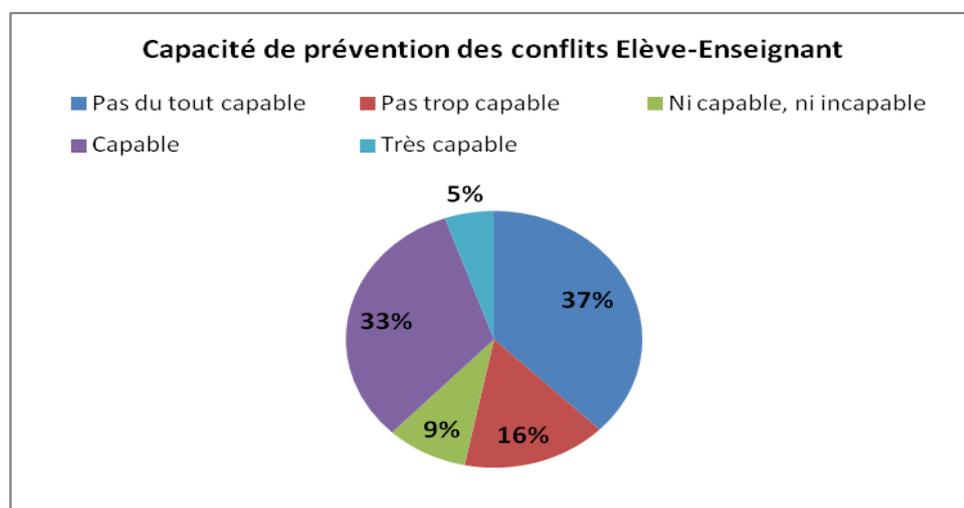


**Figure 15: Capacité de prévention des conflits Elèves-élèves**

Parmi les 1724 enquêtés interrogés sur la capacité à prévenir les conflits entre élèves, 71,8% affirment être capables de le faire. 7,1% des enquêtés affirment n'être ni capables, ni

incapables de prévenir des conflits entre des élèves. Enfin, 21,1% des enquêtés estiment qu'ils n'ont pas la capacité de prévenir un conflit entre deux élèves. Au Collège Moderne de Korhogo, 88% des enquêtés se sentent capables et même très capables de prévenir des conflits entre des élèves. Au Lycée Dominique Ouattara, les élèves interrogés estiment être également capables à 85,3% de faire en sorte qu'il n'y ait pas de conflit entre deux élèves. 20% des élèves du Lycée Moderne Djibo Sounkalo de Bouaké affirment qu'ils ne sont pas capables de prévenir des conflits entre élèves contre 18,5% d'élèves au Lycée Moderne Nimbo qui disent la même chose. Ce qu'il faut retenir, c'est que de façon générale, les élèves enquêtés se disent capables ou même très capables de faire en sorte que des conflits n'éclatent pas entre deux élèves : 80,5% au Lycée Moderne 1 et 64,7% au Lycée Moderne Khalil de Daloa ; 73,5% à l'IGEP et 81,8% au Lycée Moderne de Duékoué ; 60,6% au Lycée Moderne 1 et 2, et 58,7% au Lycée Municipal d'Abobo ; 51% au Lycée Municipal Pierre Gadié et 60% au Lycée Municipal d'Attécoubé.

#### IV-3-6-2. Capacité de prévention des conflits Elève-Enseignant



**Figure 16: Capacité de prévention des conflits Elèves-Enseignants**

Au niveau de la prévention des conflits entre des élèves et des enseignants, 53,2% des élèves interrogés affirment qu'ils ne sont pas capables ou pas du tout capables de le faire. 8,9% estiment qu'ils ne sont ni capables, ni incapables de prévenir des conflits entre des élèves et des enseignants. Enfin, 37,9% des enquêtés soutiennent qu'ils sont capables, voire très capables de faire en sorte qu'il n'y ait pas de conflit entre des élèves et des professeurs au sein de leurs établissements. De façon détaillée, on note que 62% des élèves du Collège Moderne et 64% des élèves du Lycée Dominique Ouattara de Korhogo n'ont pas la capacité de prévenir des conflits élèves-professeurs. A Bouaké, 59,3% des élèves interrogés au Lycée Djibo Sounkalo et 66,9% des élèves enquêtés au Lycée Moderne Nimbo de Bouaké se sentent incapables de faire la prévention des conflits élèves-professeurs. Par ailleurs, 40,6% des élèves du Lycée Moderne 1 et 66% des élèves du Lycée Moderne Khalil de Daloa estiment qu'ils ne disposent pas des capacités pour éviter l'apparition des conflits enseignants-élèves. Dans la localité de Duékoué, les élèves de l'IGEP (57,6%) et ceux du Lycée Moderne (37,3%) expriment également leur incapacité à prévenir des conflits élèves-professeurs. Au Lycée Moderne 1 et 2 d'Abobo, 80,7% des élèves ne sont pas capables de prévenir des conflits pouvant éclater entre les enseignants et les élèves ; il en est de même pour 81,4% des élèves du Lycée Municipal d'Abobo. Enfin, 59,7% des élèves du Lycée Municipal Pierre Gadié et 61,3% des élèves du Lycée Municipal d'Attécoubé affirment être incapables de prévenir des conflits élèves-enseignants.

#### **IV-3-6-3. Capacité de prévention des conflits Elève-Administration**

Prévenir des conflits qui sont susceptibles de naître entre des élèves et les membres de l'administration semble être une action difficile, voire impossible pour des élèves. En effet, le tableau indique que 72,8% des élèves, pour toutes les localités confondues, ne se sentent pas capables de faire la prévention des conflits élèves-administration. Seulement 23,3% des élèves affirment être au moins capables de faire en sorte qu'il n'y ait pas de conflits entre des élèves et l'administration. La lecture par établissement permet de constater que 72,7% des élèves du Collège Moderne de Korhogo et 85,4% de ceux du Lycée Dominique Ouattara n'ont pas les aptitudes à prévenir des conflits élèves-administration. Il en est de même pour 79,4% des élèves du Lycée Moderne Djibo Sounkalo et 77,4% des élèves du Lycée Moderne Nimbo de Bouaké. 52% des élèves du Lycée Moderne 1 et 68,7% des élèves du Lycée Moderne Khalil de Daloa affirment également ne pas avoir les capacités pour prévenir des conflits entre des élèves et les membres de l'administration. Sur l'effectif des élèves du Collège IGEP interrogés au sujet de la prévention des conflits élèves-administration, 39,4% affirment qu'ils sont limités quant à leur capacité à parer à ce genre de situation, 18,2% estiment qu'ils ne sont pas trop capables contre 8,1% qui se disent ni capables ni incapables de prévenir des conflits entre élèves et administration. Au Lycée Moderne, 57,9% des enquêtés se sentent capables de faire en sorte que les conflits élèves-maitres ne surviennent pas. A Abobo, la proportion des élèves incapables de faire la prévention est de 91,4% au Lycée Moderne 1 et 2 contre 89,4% au Lycée Municipal. Enfin, respectivement 73,8% et 64,7% des élèves des lycées Pierre Gadié et Moderne d'Attécoubé n'ont pas la capacité de faire éviter les conflits élèves-administration.

#### **IV-3-6-4. Capacité de prévention des conflits Professeur-Professeur**

Concernant la capacité des élèves à prévenir des conflits entre les enseignants, l'étude montre que 84,2% des enquêtés ne sont pas du tout capables (68,5%) ou pas trop capables de le faire (9,7%). Quelques élèves sont mitigés quant à leur capacité ou non de prévenir des conflits entre des enseignants. A l'inverse, ceux qui estiment qu'ils ont la capacité de faire la prévention des conflits ne représentent que 15,8% de l'effectif total. Globalement, la majorité des élèves des différents établissements cibles admettent ne pas être capables de prévenir des conflits entre les enseignants. On note que le Lycée Moderne 1 et 2 d'Abobo enregistre un fort taux avec 93,9% suivi du Lycée Moderne Nimbo avec 90,8%, du Lycée Moderne Djibo Sounkalo de Bouaké (90,7%) et du Lycée Municipal d'Abobo (90,7%), du Lycée Municipal Pierre Gadié de Yopougon (87,9%) et du Lycée Dominique Ouattara de Korhogo (82,7%). Les autres établissements affichent également un taux non négligeable oscillant entre 74% et 81%.

#### **IV-3-6-5. Capacité de prévention des conflits entre deux écoles**

La prévention de conflit entre deux écoles est une action difficile ou hors de portée des élèves. En effet, même si certains élèves se sentent capables (15,9%), voire très capables (3%) de faire éviter des conflits à deux écoles, il n'en demeure pas moins que la majorité des enquêtés affirme ne pas être outillée moralement, physiquement et matériellement pour ce genre d'exercice. Ces derniers représentent globalement 81,1% de l'effectif total des élèves interrogés. Le Collège IGEP est l'établissement qui enregistre le taux le plus élevé des élèves incapables (87,9%) de prévenir un conflit entre deux écoles. Il est immédiatement suivi par le Lycée Moderne Djibo Sounkalo de Bouaké (87,3%), le Lycée Moderne 1 et 2 d'Abobo (86,7%), le Lycée Moderne Nimbo de Bouaké (86,7%), le Lycée Municipal d'Abobo (86,7%), le Lycée Municipal Pierre Gadié de Yopougon (83,8%) et le Lycée Municipal d'Attécoubé (82%). Enfin, l'incapacité à prévenir les conflits chez les élèves des autres établissements varie entre 68,2% et 79,3%.

#### IV-3-6-6. Capacité de prévention des conflits Elève-Riverain

La capacité ou non des enquêtés à prévenir des conflits entre élèves et riverains se décline globalement sous deux tendances distinctes : « ne pas être du tout capable » et « être capable ». Concernant la première tendance, on note qu'elle avoisine 40%, soit plus du tiers des élèves interrogés. La seconde tendance se situe autour de 35%, soit plus du tiers des élèves interrogés. En outre, les élèves qui estiment ne pas être trop capables de prévenir les conflits représentent 9,9% de l'effectif contre 9,1% pour ceux qui sont indécis sur la question. Enfin, on relève que 6,7% des acteurs soutiennent être totalement capables de prévenir des conflits élèves-riverains. Etant donné que les deux tendances décrites ci-dessus sont celles qui émergent, nous faisons l'analyse en nous y référant. Ainsi, les élèves du Lycée Moderne Djibo Sounkalo (52%), ceux du Lycée Moderne 1 de Daloa (49,7%) et ceux du Collège Moderne de Korhogo (46,7%) sont, par ordre décroissant, les acteurs qui estiment pouvoir le plus prévenir des conflits élèves-riverains. A l'opposé, le Lycée Moderne Nimbo de Bouaké (56,3%), le Lycée Moderne Khalil de Daloa (51,3%), le Lycée Moderne de Duékoué (49,2%), l'IGEP de Duékoué (47,5%) et le Lycée Moderne 1 et 2 d'Abobo (40,7%) constituent les établissements dont les élèves se sentent très incapables de prévenir des conflits avec les riverains.

#### IV-3-6-7. Capacité de prévention des conflits entre l'enquêté et un autre élève

De façon globale, 4 élèves sur 5 sont capables ou très capables de prévenir un conflit avec un autre élève : ils représentent 88,9% de l'effectif total enquêté sur l'ensemble des 6 localités. On relève cependant que 8,4% des enquêtés affirment ne pas pouvoir prévenir un tel conflit, quand 2,7% restent mitigés sur la question. Ici, nous nous intéressons particulièrement aux élèves qui n'ont pas du tout la capacité, qui n'ont pas trop la capacité ou qui sont dubitatifs quant à leur possibilité de prévenir un conflit avec un autre élève. La raison de ce choix réside dans le fait que leurs capacités méritent d'être renforcées en vue de faire face à de telles situations. Ainsi, si l'on s'en tient aux résultats, le Lycée Moderne de Duékoué (21,1%) et le Lycée Moderne 1 et 2 d'Abobo (17,3%) sont les établissements où les élèves éprouvent des difficultés à prévenir un conflit entre eux et d'autres élèves. Ils sont suivis du Lycée Moderne Djibo Sounkalo de Bouaké, du Lycée Moderne Nimbo de Bouaké et du Lycée Municipal d'Abobo qui totalisent respectivement 13,4% et 13,3% d'élèves incapables de faire en sorte qu'aucun conflit n'éclate entre eux et d'autres élèves. Les autres établissements oscillent entre 3,3% et 11,4% d'élèves dépourvus de ressources pour éviter la survenue d'un conflit avec d'autres élèves de l'établissement ou d'ailleurs.

#### IV-3-7- Connaissance des modes de gestion des conflits

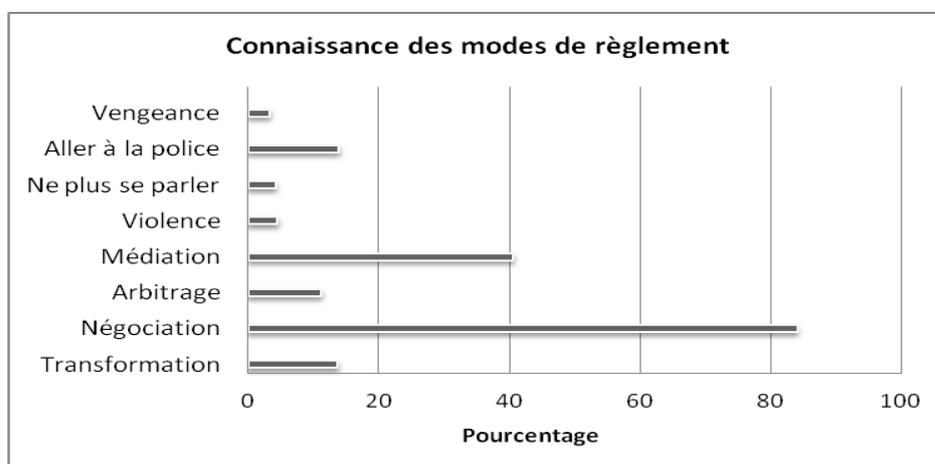


Figure 17: Connaissance des modes de règlement des conflits par les élèves

La connaissance d'un mode de gestion de conflit est importante pour l'action. Ce sont ces connaissances acquises qui guident l'individu dans ses choix. Le tableau ci-dessus montre que la négociation (84,1%) et la médiation (40,6%) sont les premiers modes de gestion connus des élèves. Le fait que ces deux modes de gestion des conflits soient les plus cités, cela est de bonne augure dans la perspective du règlement pacifique des conflits s'ils se présentent. En effet, ces connaissances se traduisent dans la réalité à travers l'analyse des attitudes des élèves face à un cas de vol. Les élèves dans leur majorité (67,7%) décident de « Rencontrer le Directeur/Educateur et lui expliquer le problème pour qu'il le règle » quand (20,1%) « Aller vers l'élève qui a volé et lui dire de remettre le sac sans palabre ». Par cette attitude, les élèves optent ainsi pour le dialogue à travers la médiation et la négociation s'inscrivant ainsi dans la dynamique de la Paix.

#### **IV-3-8- Capacités de règlement des conflits**

##### **IV-3-8-1. Capacité de règlement des conflits Elève-Elève**

La capacité de règlement des conflits est tributaire de la formation reçue qui donne à l'individu les moyens d'agir. C'est ainsi que l'on a demandé aux élèves s'ils ont reçu des cours sur le conflit. A cette question, on note que 54,8% affirment avoir reçu des cours contre 45,2% qui affirment le contraire. Ces formations ont eu certainement un impact sur les opinions relatives à leurs capacités de règlement des conflits. Les enquêtés dans leur grande majorité affirment être capables ou très capables de régler un conflit qui oppose deux élèves. Ils représentent respectivement 55,7% et 23,9% de l'effectif total. Quant à ceux qui pensent ne pas être capables de régler un tel conflit, ils constituent 15,3% de la population enquêtée. Enfin, seulement 5% des élèves sont partagés quant à leur aptitude à régler un conflit élève-élève au sein de leur établissement. La capacité à régler un conflit élève-élève étant un acquis pour la majorité des enquêtés, il importe de s'intéresser à ceux qui éprouvent des difficultés en la matière en vue de renforcer leurs capacités. Ainsi, au Lycée Moderne 1 et 2 d'Abobo, on dénombre 32,7% d'élèves incapables de régler un conflit opposant deux élèves. Le Lycée Municipal d'Attécoubé vient en seconde position avec 28% d'élèves, du Lycée Municipal d'Abobo (28%), suivi du Lycée Moderne Khalil de Daloa (26,6%) et du Lycée Municipal Pierre Gadié de Yopougon (23,5%). Enfin, on note également un pourcentage assez élevé d'enquêtés (23,2%) au Collège IGEP de Duékoué qui éprouvent des difficultés à régler des conflits entre des élèves.

##### **IV-3-8-2. Capacité de règlement des conflits Elève-Professeur**

Les conflits entre élèves et professeurs sont loin d'être une préoccupation pour les enquêtés en termes de règlement. La raison est qu'ils impliquent un enseignant (un adulte, de surcroît un formateur) ; ce qui dépasse la plupart du temps leurs compétences. Le tableau atteste cette approche puisque quasiment les deux tiers des enquêtés (65%) affirment ne pas avoir la capacité de régler un conflit mettant aux prises un autre élève et un enseignant. Pour les autres enquêtés au contraire (35%), régler un conflit élève-professeur fait partie de leurs aptitudes. Au Lycée Moderne de Duékoué, ce sont 51,6% des enquêtés qui se sentent capables de régler un conflit élève-enseignant. On retrouve de même 49,6% d'élèves au Lycée Moderne 1 de Daloa, 42,7% d'enquêtés au Lycée Moderne Djibo Soukalo de Bouaké et 42% au Collège Moderne de Korhogo. A l'opposé, les élèves du Lycée Municipal d'Abobo affirment à 78,6% ne pas être capables de régler ce genre de conflit. Le Lycée Moderne 1 et 2 d'Abobo présente sensiblement le même score (77,3%), suivi du Lycée Municipal d'Attécoubé (73,3%), du Lycée Moderne Nimbo de Bouaké (72,8%) et du Lycée Moderne Khalil de Daloa (72,7%).

#### **IV-3-8-3. Capacité de règlement des conflits Elève-Administration**

La plupart des enquêtés (76,7%), indépendamment de la localité, soutiennent ne pas être à même de régler un conflit qui éclate entre un élève et un membre de l'administration. Cela pourrait d'une part s'expliquer par le fait que ces oppositions ne sont pas fréquentes et d'autre part par le fait qu'elles mettent en scène un élève et un adulte, chargé de son éducation. Généralement, les autres élèves « assistent » à de tels conflits sans vraiment chercher à s'impliquer pour les régler, au risque de subir aussi une éventuelle punition pour prise de position en faveur de l'élève. Globalement, tous les élèves se disent incapables de régler un conflit élève-administration, excepté ceux du Lycée Moderne de Duékoué (41,3%), du Lycée Moderne 1 de Daloa (39,6%) et du Collège Moderne de Korhogo (28%) qui estiment être capables ou très capables de régler un conflit qui oppose un élève à un enseignant.

#### **IV-3-8-4. Capacité de règlement des conflits Professeur-Professeur**

A l'instar du conflit élève-administration, le conflit qui oppose deux enseignants ou des enseignants est hors de portée de règlement par les élèves, puisque 85,1% des enquêtés affirment ne pas être capables de régler ce type de conflit. Toutefois, 14,9% des enquêtés estiment pouvoir régler un conflit professeur-professeur. A ce niveau, aucun établissement n'émerge véritablement en termes de proportion élevée d'élèves capables de régler un conflit entre enseignants. Cependant, le Lycée Moderne de Duékoué et le Collège IGEP de Duékoué enregistrent respectivement 42,1% et 24,2% d'élèves qui disent avoir les aptitudes nécessaires pour régler un éventuel conflit qui éclate entre deux professeurs.

#### **IV-3-8-5. Capacité de règlement des conflits entre deux écoles**

Ici également, on observe les mêmes tendances que précédemment. Un conflit opposant deux écoles nécessite généralement l'intervention d'autorités administratives et quelques fois des forces de l'ordre. Ce type de conflit dépasse donc largement les compétences des élèves qui le confirment à 82,7% en soutenant qu'ils ne sont pas du tout capables de régler un tel conflit. Les quelques élèves qui affirment pouvoir le faire représentent 17,3% de l'effectif total des enquêtés. Ils sont généralement issus du Lycée Moderne 1 de Daloa (29,5% des élèves), du Collège Moderne de Korhogo (23,3% des élèves) et du Lycée Municipal d'Attécoubé (20,7% des élèves).

#### **IV-3-8-6. Capacité de règlement des conflits Elève-Riverain**

Tout comme la capacité à prévenir un conflit élève-riverain, la capacité à régler un conflit élève-riverain se présente sensiblement dans les mêmes proportions. On observe l'émergence de deux tendances opposées : l'incapacité totale à régler le conflit (38,9%) et la capacité à régler le conflit (34,9%). Les élèves sont donc généralement répartis entre ces deux tendances principales. Néanmoins, 9,7% d'entre eux ne se sentent pas trop capables de le faire contre 7,7% qui en sont très capables. Enfin, 8,9% ont une réponse mitigée quant à l'appréciation de leur capacité à régler ou non un conflit élève-riverains. Au niveau de l'incapacité à régler un conflit élève-riverains, les enquêtés de quatre établissements s'illustrent particulièrement : le Lycée Moderne Khalil de Daloa (56,7%), le Collège IGEP de Duékoué (52,5%), le Lycée Moderne Nimbo de Bouaké (50,3%) et le Lycée Moderne de Duékoué (45,2%). De l'autre côté, au niveau de la capacité à régler le conflit, les enquêtés de trois établissements se démarquent des autres : le Lycée Moderne Djibo Sounkalo de Bouaké (60,7%), le Lycée Moderne 1 de Daloa (50,3%) et le Collège Moderne de Korhogo (44,7%).

#### **IV-3-8-7. Capacité de règlement des conflits entre l'enquêté et un autre élève**

On note ici que les enquêtés dans la quasi-totalité (91,3%) sont capables de régler un conflit les opposant à un autre élève. Seuls 6,4% des enquêtés affirment ne pas disposer des aptitudes

requis au règlement d'un conflit les mettant aux prises avec un autre élève. Enfin, 2,3% restent indécis sur la question. Le Lycée Dominique Ouattara de Korhogo est le premier établissement avec 10,7% des élèves qui disent ne pas être capables de régler des conflits qui les opposent. Il est suivi du Lycée Moderne 1 et 2 d'Abobo avec 9,4% des élèves et enfin du Lycée Moderne Nimbo de Bouaké avec 9,3% des élèves.

### **IV-3-9- Audience des radios auprès des élèves**

#### **IV-3-9-1. Connaissance de l'émission « Enfant en Action »**

L'émission « Enfants en action » est diffusée sur différentes stations de radiodiffusion, dont ONUCI FM et des radios partenaires de SFCG, avec pour cible principale les enfants. Le contenu est tout aussi varié que divers : droits des enfants, respect des parents, hygiène et santé, etc. Cette émission n'est pas suffisamment connue. Seulement 36% des élèves enquêtés ont affirmé connaître l'émission.

#### **IV-3-9-2. Ecoute de la radio**

Sur les 620 élèves qui connaissent l'émission « Enfants en action », 1(91,61%) l'ont déjà écoutée au moins une fois au cours du mois de novembre 2013 (mois de réalisation de l'étude). Les 8,39% qui ne l'ont pas écoutée ont évoqué des raisons diverses comme le manque de temps, le désintérêt pour l'émission ou la non écoute de la radio durant le mois de novembre. En termes d'audience, la Radio ONUCI FM est plus écoutée que les radios locales. Elle est écoutée par 86,8% des enfants qui disent connaître l'émission.

### **IV-3-10- Importance du cours EDHC**

#### **IV-3-10-1. Informations sur le cours**

Le cours EDHC est dispensé dans les établissements primaires et secondaires ivoiriens. 54,8% des élèves affirment en effet recevoir les enseignements d'EDHC sur le civisme, la tolérance, le respect des institutions, le respect des aînés, le règlement des conflits, la bonne cohabitation, etc. 45,2% affirment ne pas recevoir d'enseignement en EDHC. Après recoupement des informations, il s'avère que les enseignements n'avaient pas encore été dispensés au moment de l'enquête et que la plupart des répondants (qui disent ne pas avoir de cours EDHC) sont en classe de 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, nouvellement affectés ou transférés dans l'école. Une autre raison est l'insuffisance des enseignants de la discipline ; en réalité, ce sont les enseignants d'histoire et de géographie ou de français qui dispensent ces cours. C'est donc en fonction de leur disponibilité que des classes leur sont affectées.

#### **IV-3-10-2. Nécessité du cours EDHC**

98,2% des enquêtés sont unanimes sur la nécessité des cours d'EDHC. Ils estiment que ces cours participent à la formation du citoyen de demain, en lui inculquant des valeurs civiques, des valeurs morales. Ceux qui estiment que les cours d'EDHC ne sont pas du tout nécessaires (1,8%) mettent en avant le fait que ces cours sont trop théoriques et superficielles.

#### **IV-3-10-3. Utilité du cours**

La majorité des élèves pense que les cours d'EDHC sont utiles (41,3%), voire très utiles (54,4%) dans l'apprentissage du règlement des conflits de façon non violente. Selon eux, les cours montrent comment s'y prendre pour accorder le pardon, réconcilier deux protagonistes, cultiver la paix, la cohésion sociale et la tolérance. Enfin, 4,3% des enquêtés estiment que l'EDHC n'est pas utile pour les mêmes raisons que nous avons évoquées plus haut, à savoir son caractère trop théorique et général.

## IV-4 LES ETUDIANTS

### IV-4-1 Caractéristiques sociodémographiques des étudiants

L'enquête a permis d'interroger au total 203 étudiants dont 100 étudiants de sexe masculin (49,3%) et 103 étudiants de sexe féminin (50,7%). L'âge moyen des étudiants interrogé est de 26 ans. Les deux plus jeunes ont 19 ans quand le plus âgé a 35 ans. Dans l'ensemble, la majorité des étudiants interrogée se situe dans la tranche d'âge de 25 à 29 ans (65,5%). Tous les étudiants interrogés (100%) sont Ivoiriens et toutes les diversités socioculturelles et linguistiques sont représentées. Les groupes ethniques les plus représentés sont les Baoulé (32%), le Sénoufo (11,8%) et les Malinké (9,4%).

### IV-4-2. Perception du niveau de violence à l'université

Les entretiens individuels avec les responsables des syndicats et les autorités universitaires, et les Focus Group avec quelques étudiants avaient montré que comparativement aux années antérieures, il y a une baisse importante de violence au niveau de l'Université de Bouaké.

« Le niveau actuel la paix à l'université de Bouaké est acceptable. La note que je peux attribuer est celle de 4/5 car il y a des murmures concernant les conditions de travail des enseignants et des étudiants également. C'est un niveau acceptable comme je l'ai dit tantôt : une relative accalmie de paix. Comme chacun fait l'effort d'apaiser les esprits en entretenant l'illusion » (MS, Enseignante). En effet, cette accalmie ou paix relative est loin d'être une absence totale de violence. La figure ci-dessous confirme cette tendance. La majorité des étudiants interrogés (51,7%) affirment que « bien qu'il y ait parfois quelques conflits, globalement il y règne une atmosphère de paix ». Pour 47,8% des étudiants, au contraire, « Il n'y a absolument aucun conflit et il y règne une paix parfaite ».

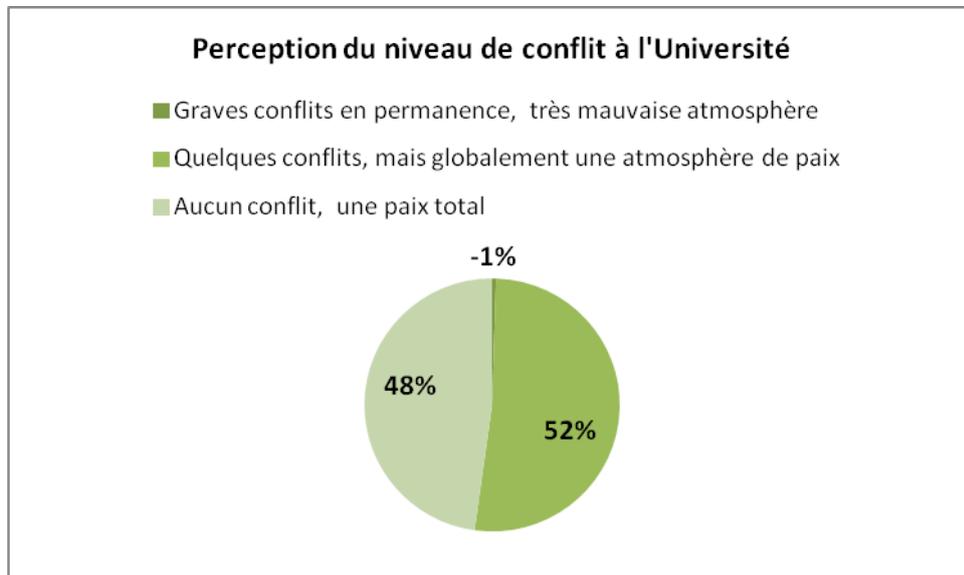


Figure 18: Perception du niveau de conflit à l'université Alassane Ouattara

Dans ce contexte, il a été demandé aux étudiants d'attribuer une note allant de 1 à 5 qui reflète la réalité des conflits telle que vécue. Il ressort des réponses que sur les 5 notes, 3 ont été attribuées à savoir :

- la note 3 qui correspond à « Quelques conflits périodiques. Atmosphère plus ou moins précaire »
- la note 4 qui correspond à « Rares conflits. Atmosphère acceptable » et
- la note 5 qui correspond à « Absence de conflits. Paix permanente et totale »

L'analyse des notes attribuées permet de saisir une correspondance entre les perceptions par les étudiants du niveau de conflit et ces notes attribuées. En effet, pour 48,8% des étudiants, on note qu'il y a rarement des conflits à l'Université (Note 4), contre 37,4% qui estiment qu'il y a une absence de conflits à l'université (Note 5). Ici, seulement 13,8% ont noté qu'il y a quelques conflits périodiques qui créent une atmosphère plus ou moins précaire (Note 3).

#### **IV-4-3 Nature des rapports entre les acteurs**

##### **Rapports entre les étudiants**

Les rapports entre étudiants qui étaient très conflictuels par le passé à travers les oppositions politiques se sont nettement améliorés à la faveur du processus de réconciliation entamé depuis 2012. En effet, pour 65,5% des étudiants les rapports sont bons. Si l'on ajoute ceux qui ont indiqué que ces rapports sont excellents (26,6%), c'est pratiquement 9 étudiants sur 10 (92,1%) qui reconnaissent la bonne entente entre les étudiants comme l'atteste les propos de l'étudiant A P « *entre nous les étudiants nous nous attendons bien parce que nous avons les mêmes problèmes* »

##### **Rapports Étudiants-Enseignants**

Même si des couacs surgissent de « temps en temps » entre les étudiants et leurs « maîtres », dans l'ensemble, on note que les rapports se sont également améliorés. Pour la majorité des étudiants (60,6%), les étudiants et les enseignants entretiennent de bons rapports. Pour 11,3% d'entre eux, ces rapports sont plutôt très bons quand un peu plus du quart (28,1%) des étudiants jugent ces relations acceptables à l'exception de quelque cas de conflits isolés. L'« excellence » des rapports étudiants-enseignants est attestée par les propos d'un enseignant pour qui « *ces deux dernières années, l'atmosphère est assez calme. Il y a un cas ou un enseignant a porté main à une étudiante. Mais cela est un cas isolé* » (Y.A, enseignant).

##### **Rapports Etudiants-Administration**

La qualité des rapports Étudiants-Administration s'inscrit également dans la dynamique du climat apaisé. La majorité des étudiants (53,2%) estiment que ces rapports sont bons et 9,9% les jugent plutôt très bons. Pour 36% ces rapports sont acceptables. Au total, pour 99% des étudiants, leurs rapports avec l'administration sont apaisés.

##### **Rapports inter-syndicaux**

Avant la crise post-électorale et avec le règne « sans partage » de la FESCI dans les écoles et universités de Côte d'Ivoire, les rapports entre les syndicats étaient des plus conflictuels (séquestrations, introduction de machette à l'université et dans les collèges et lycées, bagarres violentes, homicides etc.). Aujourd'hui, avec l'affaiblissement de la FESCI et la pluralité des syndicats (8 au total)<sup>4</sup>, les rapports entre les syndicats se sont certes pacifiés, mais ne sont pas aussi excellents. De ces 8 syndicats, deux principaux sont les plus influents : le Comité des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (CEECIE) et la Fédération Estudiantine de Côte d'Ivoire (FESCI). Bien que toutes les plaies ne se soient pas encore cicatrisées, pour la majorité des étudiants (53,2%), les rapports entre les syndicats sont « acceptables ». C'est d'ailleurs dans le souci de consolider la paix que les syndicats ont mis en place une plate forme de concertation : « *Il y a eu la signature de la plate forme de lutte contre la violence signée par les différents syndicats de Côte d'Ivoire* » (D.O, Responsable, Syndicat FESCI).

---

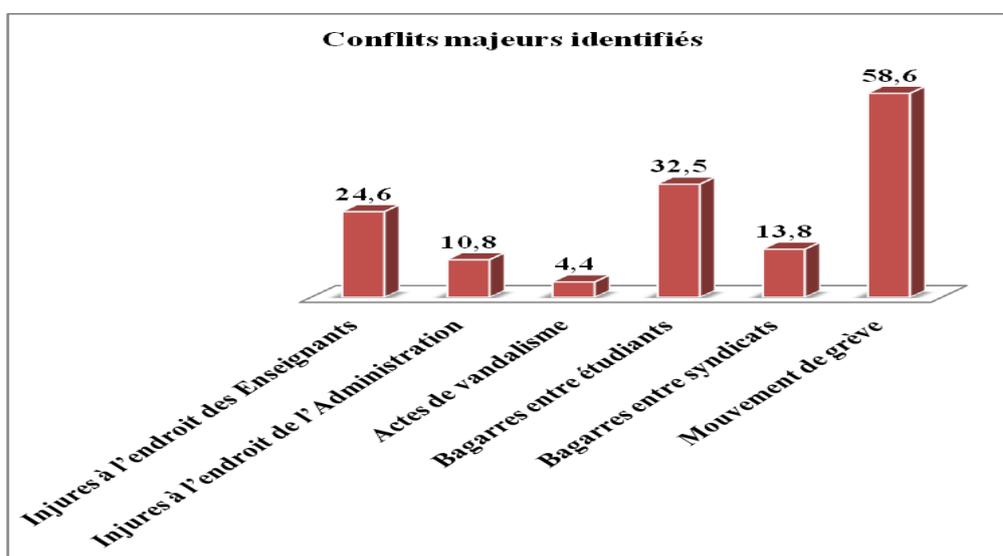
<sup>4</sup> Les entretiens avec deux des syndicats ont révélé l'existence de 8 syndicats à l'Université de Bouaké : **FESCI, CEECI, UGES, UNESCI, AGEECI, LIGES, SYNESS et MERCI.**

Comme on le voit, la nature des rapports entre les acteurs traduit bien la situation de Paix qui règne à l'Université de Bouaké. D'ailleurs, pour consolider et promouvoir la paix, les acteurs, prennent des initiatives comme le traduisent les propos ci-dessous.

- « Les responsable de l'université invitent les étudiants au conseil de l'université ». (MS, enseignante)
- « L'Université a organisé un concours pour la pacification de l'espace universitaire. Et nous avons remporté le prix de ce concours avec un trophée et la somme de un million » (DM, responsable, syndicat CEECI)
- « Nous avons organisé un tournoi intersyndical le 06 Août 2013. Nous avons donc choisi le sport, facteur de cohésion sociale et de paix » (D.O, Responsable syndicat FESCI)

La paix est également entretenue à travers des associations comme le Club UNESCO et le Centre Culturel Artistique et Sportif de l'Université Alassane Ouattara (CASU-AO)

#### IV-4-4 Conflits majeurs et implication des acteurs



**Figure 19: Les conflits majeurs identifiés**

Même si dans l'ensemble, la majorité des étudiants reconnaît que la Paix règne au sein de l'Université, il n'en demeure pas moins l'existence de conflits qui viennent troubler cette « quiétude ». Des conflits cités par les étudiants, on note que le premier type de conflit identifié par les étudiants est la grève (58,6%). En effet, bien que la situation socio politique se soit améliorée depuis 2012 et par ricochet le climat social dans les universités qui ont été réhabilitées, l'Université de Bouaké a connu une situation de crise liée à des revendications corporatiste. « Je sais qu'il y a souvent le problème des grèves des enseignants avec les inquiétudes dues au système LMD. Cela a suscité de la colère au niveau des étudiants pour exiger la reprise des cours » (MS, Enseignante). Après les grèves viennent les bagarres entre étudiants (32,5%). Les bagarres entre étudiants ont généralement pour origine (1) la lutte pour l'occupation des amphithéâtres, (2) le refus de certains étudiants de respecter les rangs d'entrée au restaurant universitaire, etc. Comme autres conflits, il y a également les propos injurieux à l'endroit des enseignants (24,6%), les bagarres entre syndicats (13,8%), les propos injurieux à l'endroit de l'administration (10,8%) et les actes de vandalisme (4,4%). Un autre conflit latent entre les acteurs c'est la mise en œuvre du système LMD (Licence, Master, Doctorat) dont l'application est différemment interprétée par les étudiants, les enseignants et

l'administration. Comme le dit l'un des étudiants interrogé : « le système universitaire est source de conflits parce que le système d'évaluation n'est pas bien élaboré » (A.P, étudiant).

### Conflits impliquant les étudiants et les syndicats

Des conflits précités, l'on note une fois de plus que les mouvements de grèves sont les conflits dans lesquels les étudiants sont les plus impliqués (67%). Ensuite, viennent les bagarres entre étudiants (24,6%), les propos injurieux à l'endroit des enseignants (24,1%), les propos injurieux à l'endroit de l'administration (22,2%), les bagarres entre syndicats (10,3%) et les actes de vandalisme (3,4%). Ces proportions montrent bien qu'en dehors des grèves, dans l'ensemble, les étudiants se sont inscrits dans une dynamique de Paix. Quant aux conflits impliquant les syndicats, les mouvements de grèves (72,4%) et les bagarres entre syndicats (20,2%). sont les types de violence dans lesquels les syndicats sont les plus impliqués.

### IV-4-5 Renforcement des capacités et capacité de prévention et de gestion des conflits

L'analyse des entretiens et les résultats de l'enquête par questionnaires ont montré que les étudiants ont des notions sur la gestion des conflits même s'ils affirment dans leur majorité (66,5%) avoir reçu un cours spécialement dédié aux conflits. En effet, l'analyse de leurs capacités en matière de prévention et de règlement des conflits illustre bien leurs prédispositions en matière de conflit. Pratiquement deux étudiants sur trois affirment être capables de prévenir les conflits entre étudiants, entre les étudiants et les riverains et entre eux et un autre étudiant. Mais cette proportion diminue quant à la prévention des autres types de conflits notamment les conflits étudiants-enseignants, étudiant-administration (tableaux annexes). En matière de gestion des conflits, le constat est identique. Plus des ¾ des étudiants (84,2%) affirment pouvoir régler un conflit entre étudiants, 55,2% se sentent capables de régler un conflit entre les étudiants et les riverains et pratiquement tous les étudiants (94,1%) affirment pouvoir régler un conflit qui les opposerait à un autre étudiant. Ils le sont moins quand il s'agit de régler les conflits entre étudiants et enseignants (41,4%), entre étudiants et administration (33%), entre enseignants (22,2%) et entre deux syndicats (28,%).

### IV-4-6 Mode de gestion des conflits

#### IV-4-6-1. Connaissance des modes de gestion

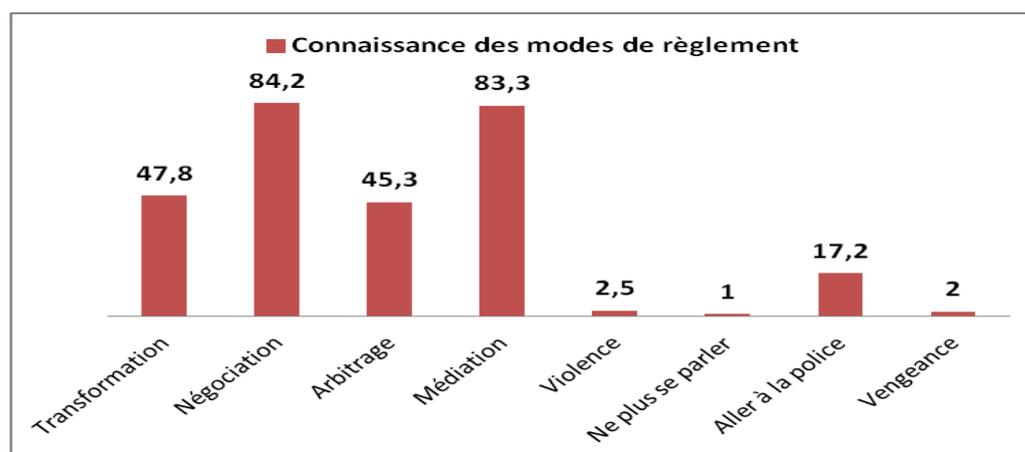


Figure 20: Connaissance des modes de règlement des conflits chez les étudiants

La connaissance d'un mode de gestion de conflit est importante. C'est cette connaissance qui guide l'individu dans ses choix et ses prises de décision face à une situation donnée. En effet, face à une situation donnée, l'individu aura tendance à mettre en pratique ses connaissances et donc le mode de gestion des conflits qu'il connaît. Au regard de la figure ci-dessus, l'on remarque que parmi les modes de gestion des conflits, deux sont connus des étudiants, à savoir la négociation et la médiation. En effet, la négociation a été mentionnée par 84,2% des étudiants quand la médiation a été citée par 83,3% des étudiants. A partir de ces deux modes de gestion cités, l'on note que les étudiants sont résolument inscrits dans la dynamique du dialogue permanent. En effet, ces deux modes de gestion de conflits font appel au dialogue. Ce souci du dialogue transparait aisément dans les propos des étudiants :

- « *si ça se passe en Amphi, nous arrêtons le cours et nous essayons de trouver un terrain d'entente entre les différentes parties (...) Nous jouons le rôle de médiateur entre les différentes parties* ». (DM, Responsable, syndicat CEECI)
- « *Au niveau de Bouaké, on a mis en place un cadre de concertation entre les structures. Nous réglons les problèmes de la façon la plus simple. Soit mettre des bandeaux pour exprimer notre mécontentement (...)*» (D.O, Responsable, syndicat FESCI)
- « *Aujourd'hui, le secrétaire général de la FESCI a donné une feuille de route qui consiste à la sensibilisation et à la mobilisation pour la paix en milieu universitaire. Ce qui s'inscrit dans la cadre du départ nouveau* ». (D.O, Responsable, syndicat FESCI)

A l'issue de l'analyse de résultats en rapport avec les étudiants, il ressort que l'Université de Bouaké, à l'instar des autres universités, baigne dans un climat de paix, dépit des conflits existants, qui ne sont pas susceptibles de générer des troubles graves comme dans le passé. Si la FESCI est aujourd'hui affaiblie, il n'en demeure pas moins que les activités syndicales continuent d'être menées à travers les 8 syndicats répertoriés. Le CEECI est cité comme le syndicat le plus influent, ensuite vient le FESCI et les autres syndicats, respectivement, l'AGEECI, le SYNESS, l'UGES, l'UNESCI, la LIGES, et le MERCI.

## **VI- RECOMMANDATIONS**

Au terme de cette étude, nous formulons les recommandations suivantes qui pourront guider SFCG dans la mise en œuvre du projet.

### **Au niveau des écoles primaires,**

- Créer des Clubs Messagers de la Paix dans les écoles primaires qui n'en disposent pas ou redynamiser ceux qui existent, notamment dans toutes les écoles primaires-cibles de la phase de mise en œuvre,
- Mobiliser les enfants autour des activités de promotion de la paix par l'organisation d'activités récréatives incluant des messages sur la nécessité de la paix,
- Impliquer les élèves dans la définition des stratégies pouvant concourir au maintien de la cohésion à l'école,
- Impliquer les COGES dans l'organisation des activités de sensibilisation pour les élèves,
- Mener des activités (campagnes) de sensibilisation périodiques dans les écoles sur les mécanismes de cohésion sociale en intégrant les élèves parmi les acteurs de la sensibilisation,

- Produire et diffuser le plus rapidement possible les bandes dessinées qui ont reçu l'assentiment des élèves et des enseignants. Cela permettra familiariser les enfants aux notions de conflit et de paix,
- Renforcer les capacités des enseignants et des autorités scolaires aux techniques de d'identification, de prévention et de gestion des conflits,

#### **Au niveau des collèges et lycées**

- Réactiver les troupes théâtrales en léthargie pour les amener à initier des activités de sensibilisation,
- A l'instar des écoles primaires, mettre sur pieds des clubs « Messagers de la paix » dans les établissements secondaires,
- Organiser des séances de sensibilisation dans les établissements, notamment ceux jugés violents,
- Associer les élèves à la définition des stratégies pouvant concourir au maintien de la cohésion à l'école,
- Renforcer les capacités des enseignants et des autorités scolaires aux techniques de d'identification, de prévention et de gestion des conflits.

#### **Au niveau des étudiants, enseignants et autorités universitaires**

- A l'instar des établissements primaires et secondaires, être sur pieds des clubs « Messagers de la paix » ou renforcer les capacités des associations œuvrant pour la promotion de la Paix, notamment le club UNESCO,
- Renforcer les capacités des étudiants ainsi que des enseignants et des autorités universitaires aux techniques d'identification, de prévention et de gestion des conflits,
- Renforcer les capacités de la plate forme de collaboration inter syndicale de l'Université de Bouaké,
- Accompagner les autorités dans leur volonté d'instaurer un climat de paix en institutionnalisant le concours de Paix initié par ces dernières.

## CONCLUSION

L'étude de base a permis d'obtenir des résultats assez évocateurs sur le niveau de conflit/paix dans les établissements primaires, secondaires et universitaires ivoiriens. Les conflits identifiés et dans lesquels sont impliqués les différents acteurs, sont de diverses natures et ont une incidence directe sur l'atmosphère générale de paix/tension qui règne en milieu scolaire et universitaire. Ces conflits se résument à des disputes, des bagarres, des mouvements de grève, des vols d'objets divers, des propos injurieux et des actes de vandalisme.

Au cycle primaire, ce sont 1144 cas de conflits qui ont été déjà enregistrés au cours de cette année scolaire contre 2281 cas de conflits et 247 cas de conflits dans le Supérieur (Université de Bouaké).

Les acteurs les plus impliqués dans ces conflits sont les élèves et les étudiants. Généralement, en dehors des conflits qui éclatent entre eux-mêmes, ils sont souvent en confrontations avec les enseignants, l'administration et les riverains.

Concernant le mode de gestion des conflits, les résultats ont montré que les enseignants ont des connaissances sur les principes de résolution des conflits.

28,3% ont une faible connaissance, 50,6% ont une connaissance moyenne sur les principes de résolution des conflits, 18,6% ont une bonne connaissance et 2,6% une parfaite connaissance. Au niveau des élèves, la négociation (84,1%) et la médiation (40,6%) sont les premiers modes de gestion des conflits.

Chez les étudiants par contre, le mode principal de résolution des conflits est le dialogue.

Pour ce qui concerne la capacité de prévention et de règlement des conflits, les écoliers sont globalement capables de prévenir et régler les conflits qui opposent deux élèves. En dehors de ce type de conflit, leur capacité est limitée pour les autres types de conflits. Dans la même veine, près des trois quarts des collégiens et lycéens se sentent capables de prévenir et régler les conflits entre élèves, mais plus ou moins incapables de le faire à d'autres échelons (avec les enseignants, les riverains, l'administration...). Les étudiants, quant à eux, sont également capables de prévenir et de régler les conflits qui les opposent et dans une moindre mesure ceux qui les opposent aux autres acteurs du système.

S'agissant du renforcement des capacités, l'évaluation du niveau de connaissance des enseignants a permis de mettre en exergue le niveau moyen de l'ensemble des enseignants. Les enseignants dans leur majorité ont quelques connaissances sur les principes de résolution des conflits qui ne peuvent pas leur permettre d'agir, d'où la nécessité de renforcer leurs capacités. Il en est de même pour les étudiants, les élèves et les écoliers pour qui le renforcement des capacités se révèle être également une nécessité.

Enfin, le cours d'EDHC est dispensé dans tous les établissements scolaires visités. Son utilité dans le cursus des enfants et pour la promotion de la culture de la paix a été reconnue par la majorité des enseignants, des écoliers et des élèves. L'idée d'introduire la bande dessinée (BD) comme matériel didactique rencontre également l'assentiment de l'ensemble des enseignants, car pour eux, les images sont un moyen puissant de transmission du savoir.

Ces différents résultats auxquels l'étude de base a permis d'aboutir méritent d'être réellement exploités pour favoriser une meilleure mise en œuvre du projet « Promouvoir une culture de la paix en milieu scolaire en Côte d'Ivoire ».